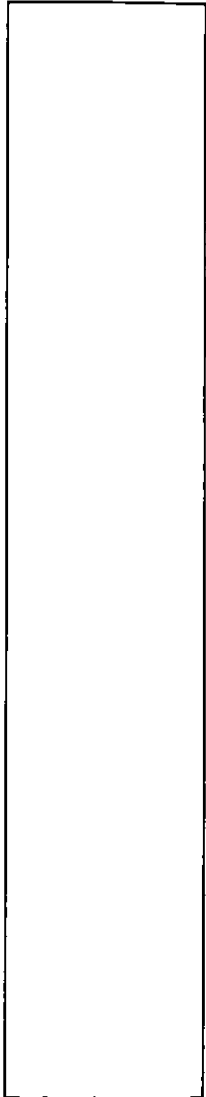


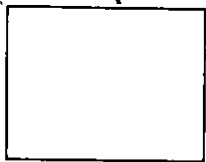
FRANCE

JUIN 1960 - N° 25 - 1,50 NF

FORUM



LE RENDEZ-VOUS
MANQUÉ



Le problème de l'armée

J'ai lu « Armée, Démocratie, Nation » de votre numéro 24 avec d'autant plus d'intérêt que, comme M. Henri Frenay, je suis ancien officier de l'armée active. Toutefois — peut-être en raison de notre différence d'origine, lui Saint-Cyrien, moi Polytechnicien — je ne considère pas tout à fait la question comme lui.

Je crois cependant avec M. Henri Frenay que la défiance publiquement affichée lors de la Libération et depuis, vis-à-vis des cadres permanents de l'armée a été une grosse erreur en amenant ces cadres à se poser la question de la limitation du devoir d'obéissance. J'ai dit qu'en 1906, j'avais moi-même été amené à me poser cette question et à juger qu'en effet, l'obéissance militaire a ses limites. Moi aussi, j'estime criminel un gouvernement qui agit de telle sorte que cette question se pose : pareil gouvernement aboutit à une désorganisation de l'armée, rempart de la nation. Ayant conservé, comme M. Henri Frenay, quelques contacts avec l'armée, je suis convaincu que l'armée, dans ses éléments permanents, désire avant tout un gouvernement qui ne lui donne pas occasion de réfléchir sur les limites du devoir d'obéissance.

La difficulté actuelle est que les nations se partagent aujourd'hui entre deux conceptions du monde, l'une spiritualiste, l'autre matérialiste, et que la guerre est entre ces conceptions avant de l'être entre des armées, et qu'en même temps, aucune nation n'est totalement acquise à

l'une de ces conceptions, si bien que l'armée, pour rester en dehors des querelles philosophiques qui divisent la nation, ne peut se réclamer complètement de la conception adoptée par la majorité de la nation. Et c'est là ce qui l'amène à se réclamer de l'idéologie nationaliste. Et je ne vois guère possibilité, dans l'état actuel, d'exorciser ce sentiment, comme le souhaite M. Henri Frenay...

Lt-Col B., Yerres (S.-et-O.)

« France-Forum » et l'éducation démocratique

Je vous remercie de l'envoi du numéro de « France-Forum » que vous avez bien voulu faire à titre de propagande auprès des jeunes du Centre de culture ouvrière de la région. La documentation nous fait défaut et une telle revue est la bienvenue. Le contact avec ces jeunes, s'il est humainement enrichissant, est politiquement assez décevant, car pour ces jeunes ouvriers, le M.R.P. est un parti de droite. Il y aura un long travail de désintoxication marxiste à opérer. Dans ce travail, « France-Forum » n'est de bon secours. Aussi vous en sais-je gré.

A. H., Bois-Guillaume (Seine-Mar.).

Votre revue est lue dans mon milieu de travail (dessinateurs) par des camarades appartenant à diverses appartenances syndicales. Aussi ne saurais-je trop vous conseiller de continuer à vous maintenir au-dessus de l'idée de parti dans ce qu'elle a d'étroit.

R. M., Neuilly-s.-Marne (S.-et-O.).

Je tiens à vous féliciter du numéro de mai de « France-Forum ». L'échange

de vues sur l'armée est remarquable, il nous apporte de précieuses informations et nous oblige à réfléchir. L'article de René Remond est excellent.

A quand une confrontation sur la Sécurité Sociale et surtout sur la déshumanisation de la médecine ?

Dr R. B. (Lyon).

Syndicalisme et politique

Un syndicat professionnel doit être politique. Comment se manifesterait-il véritablement sur d'autres plans que le plan professionnel où les options individuelles de ses adhérents sont, non seulement très variées, mais parfaitement inconnues de ses instances responsables ?

Il s'agit du respect des tendances personnelles que le syndicat n'a pas à connaître ou à gêner.

La politique avec ses subtilités et ses tactiques est science complexe. Il n'appartient pas au syndicat de prendre en charge l'action civique de ses membres, ni de se substituer à leur raisonnement critique et à l'action qui en découle.

Pas de confusion. Qu'un citoyen participe efficacement à la vie politique de la nation en militant dans un parti politique et non pas en se déchargeant de ses responsabilités civiques par le truchement de son organisation syndicale.

P. M. (Saint-Cloud).

L'éditorial de Descamps du n° 23 est excellent. Il est indispensable que le syndicalisme ne soit pas étranger à la vie politique et civique.

A. D. (Paris).

Pour faire connaître

FRANCE-FORUM

Demandez
des numéros spécimens
qui vous seront adressés

GRATUITEMENT

Tous les ouvrages analysés ou non dans cette revue, ainsi que tous les disques, peuvent vous être fournis sans frais supplémentaires par le service bibliographique de « France-Forum » (Port et Emballage gratuits.)

Ecrire au service bibliographique de « France-Forum »
24 bis, Bd Saint-Germain, Paris-V.

PHOTOS

FORUM : Maisonneuf
PROBLEMES : Via Catholique
ETUDE : Ed. Armand Colin
ARTS : Studio Lipnitski

COUVERTURE : Agence Dalmas

FRANCE

FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Jean Lecanuet.

Rédacteur en chef : Henri Bourbon.

24 bis, boulevard Saint-Germain - Paris (V°)
C.C.P. Paris 14-788-84. Tél. ODEon 70-83

Prix de vente au numéro 1,50 NF

Abonnement : 8 numéros par an.. 10 NF

S O M M A I R E

N° 25 — JUIN 1960 — 1,50 NF.

EDITORIAL

Les ciseaux de Marianne, PAR ANDRE DILIGENT 3

AU FORUM

La détente... Comment ? Quand ?, AVEC ARTHUR CONTE, JACQUES MA-
DAULE, JEAN LECANUET 4

ETUDE

Economie et politique, PAR MAURICE BLIN 11

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

La Communauté à l'heure du Mali, PAR PIERRE SOLESME 15

PROBLEMES

De la formation de l'intelligence, PAR PIERRE-HENRI SIMON..... 19

NOS CHRONIQUES

LITTERATURE : *Les « Hussards ou la littérature au manège*, par Philippe
Senart 23

CINEMA : *Quelques films de la nouvelle vague*, par Henri Bourbon 25

MUSIQUE : *Prokofiev à Paris*, par Claude Samuel..... 27

POLEMIQUES ET DIALOGUES 2

LES PROPOS DE NOTRE TEMPS

D'un désespoir en forme d'espérance, PAR ETIENNE BORNE 34

NOTES DE LECTURES

Les juifs en Union soviétique, de François Fejtö, par Pierre Fougeyrollas..... 29

L'équipe de la revue « Arguments », par Raymond Balmes..... 30

Pour un socialisme humaniste, de André Philip, par Jacques Blot..... 31

L'Amérique, de C. Alphantery, par Jean Aubry 32



Un crime signé Staline

L'ASSASSIN de Trotsky est sorti des prisons mexicaines après avoir purgé jusqu'au bout les vingt ans de détention auxquels il avait été condamné. Libération parfaitement légale, mais la justice ainsi faite selon la loi est loin de coïncider avec la justice en esprit et en vérité. L'homme qui a tué, et qui se faisait appeler Jacques Mornard, n'a jamais voulu dire son véritable nom ni le nom de ceux dont il avait exécuté les ordres, et il s'est conduit jusqu'au bout en agent secret, en sachant bien que nul n'était dupe des mauvais camouflages sous lesquels il feignait de s'abriter pour couvrir autrui. Le crime était politique, et les Erinyes qui poursuivaient Trotsky errant n'avaient rien de mystérieux : elles étaient la raison d'Etat soviétique et la haine de Staline, sombres divinités dont un jeune fanatique, vraisemblablement espagnol, a accepté d'être le ministre. Si la Russie était pleinement déstalinisée, l'heure de la libération du faux Mornard aurait pu être à la fois l'heure de la vérité et l'heure de la véritable expiation : il aurait suffi que Moscou désavouât ce crime stalinien en rejetant le criminel ; l'homme, renié par ses maîtres, privé de patrie tant charnelle qu'idéologique, condamné à errer comme sa victime sur les chemins du monde, eût alors connu un châtement à la mesure du crime en découvrant le non-sens de l'acte auquel il avait dévoué sa vie. Mais il faut croire que le crime paie lorsqu'il est politique : l'assassin de Trotsky, muni d'un passeport tchécoslovaque, pris en charge dès sa sortie de prison par de prévoyants anges gardiens, a pu gagner Prague après avoir, curieusement, touché terre à Cuba. L'agent secret, après quelques vicissitudes, a rejoint ses bases. Pour le rapport. Mission remplie.

L'aveu est donc public. La Russie de M. Khrouchtchev assume l'héritage et honore le testament de Staline. Le premier des compagnons de Lénine ne sera pas réhabilité de sitôt. Le grand opposant, qui a échappé à la balle dans la nuque, mais non au sauvage coup de piolet qui lui a défoncé le crâne, reste l'hérétique justement haïssable que ne méritait plus de vivre, et son meurtrier, récupéré et protégé, pourra achever le reste de son âge dans la paix du devoir accompli. Ainsi l'exécuteur des hautes œuvres est, dans tout pays civilisé et bien administré, admis à faire valoir au jour dit ses droits à la retraite.

Un homme se penche sur son passé

IL y a trente ans, Paul Nizan et Jean-Paul Sartre, tous deux normandais, tous deux possédés du démon de l'écriture, tous deux habités par l'esprit de révolte, inventaient ensemble, comme seul sait le faire le génie de la jeunesse, une amitié exemplaire. Nizan cependant était communiste, engagement que Sartre ne partageait pas et qu'il avait tendance à considérer comme un conformisme sans originalité. Les grandes fatalités historiques ont ensuite soufflé en tempête. Nizan, n'acceptant pas le pacte germano-soviétique rompu avec le communisme avant d'être tué à Dunkerque. Mais le Parti a la mémoire longue et sa vengeance ne laisse pas reposer, en paix dans la mort ceux des siens qui ont rejeté son allégeance et choisi la liberté, et au lendemain de la guerre les plus hautes autorités politiques et littéraires du communisme français ont expliqué que ce renégat de Nizan n'était qu'un « flic » : n'avait-il pas écrit un roman dont le titre « La conspira-

tion » était un aveu évident de ses collusions avec la police ? Sartre a toujours défendu contre l'outrage la mémoire de son ami, et préfaçant la réédition du premier livre de Nizan « Aden Arabie », il rappelle « la diffamation systématique » de jadis et il s'emploie à montrer « la scientifique abjection des calomnieurs ». Ce devoir de piété courageusement rempli, Sartre évoque avec nostalgie la belle époque de ce passé dur et pur, qui fut commun à Nizan et à lui, et qui fait un si douloureux contraste avec le jour d'aujourd'hui, obéissant et terne. Car alors on savait refuser : « *Tâchons de retrouver, s'écrie Sartre, le temps de la haine, du désir inassouvi, de la destruction, ce temps où André Breton à peine plus âgé que nous n'étions, souhaitait voir les Cosaques abreuver leurs chevaux dans le bassin de la Concorde.* »

Sans doute faut-il se garder de prendre à la lettre un texte plus philosophique que politique et plus poétique que philosophique : Sartre ne veut pas vraiment voir l'Armée Rouge à Paris afin que l'appareil de l'Etat soit remis entre les mains des calomnieurs de Nizan, mais parti à la recherche du temps perdu, il s'efforce de ressusciter l'état d'âme de sa jeunesse et il traduit en représentations vives et provocantes ce « Non » absolu qu'il opposait inlassablement au monde bourgeois et au monde tout court et qui était alors en sa première nouveauté ; c'est en effet une image empruntée à la dernière édition du Parnasse contemporain (revue et corrigée par André Malraux) que celle des Barbares campant dans la Ville, et pour la punir d'être trop civilisée, faisant boire leurs chevaux aux fontaines romaines. Poésie ou si l'on veut une magie imaginaire d'exécration et de condamnation. Ces Cosaques sont au vrai des cavaliers d'Apocalypse. Avant Sartre, Léon Bloy dans son impatience de la fin du monde, proclamait qu'il n'attendait plus que les Cosaques et le Saint-Esprit. Mais Léon Bloy, à qui on ne peut refuser des grandeurs fulgurantes, n'avait pas de pensée politique. Pas plus que n'en a Jean-Paul Sartre, dont les dialectiques sont d'une étonnante subtilité, mais qui ne sait que contester et défaire et pour qui il n'y a d'autre esprit que celui qui toujours dit « non ».

L'Etat et l'alcool

LE privilège des bouilleurs de cru fait ce miracle dans notre France divisée de faire, contre lui l'unanimité des esprits raisonnables et informés. Un titre comme celui-ci « *L'alcool tue un Français toutes les 26 minutes et coûte aux contribuables plus de 300 milliards* », s'il couvre toute la largeur d'une page de *Carrefour* pourrait être aussi bien de *Figaro* que de *L'Express*. De plus l'Etat, et un Etat dont on sait qu'il est enfin restauré, a déclaré la guerre à l'alcool, et le Premier Ministre, dont la carrière n'abonde pas en réussites oratoires exemplaires, a prononcé au Sénat sur le sujet des bouilleurs de cru un discours parfait où il a eu l'élégance de rappeler qu'il avait été précédé dans cette voie par MM. Laniel et Mendès-France. Ce qui est un bon défi à l'ignorance et au sectarisme. L'alcool est donc jugé : avoir contre soi la force d'un Etat fort et la force de l'esprit, cela devrait faire une cause désespérée. Et pourtant l'alcool ne s'est pas mal tiré de l'aventure, puisque Michel Debré, battu au Sénat, a dû retirer son projet pour éviter qu'il ne soit massacré par d'inacceptables amendements...

Les ciseaux de Marianne

par André DILIGENT.

« Je ne serai pas l'homme aux ciseaux entre les dents » a déclaré lors du dernier congrès de la Fédération de la Presse, le ministre de l'Information. Nous en sommes bien persuadés. Nous ne retrouverions pas en effet dans cette image les traits de celui qui fut le rédacteur en chef de l'« Aube ». Le danger d'ailleurs n'est pas dans cette direction. La presse craint beaucoup moins les coups de ciseaux d'une censure qu'il n'est pas question de rétablir que de nouvelles vagues de saisies comme il s'en est abattu ces temps derniers. N'oublions pas aussi que la liberté de la presse dépend beaucoup plus de l'état d'esprit qui règne place Beauvau ou rue Saint-Dominique que des intentions libérales du ministre de l'Information et rappelons-nous enfin qu'il est imprudent de limiter le problème de la liberté d'expression à la seule question des saisies.

Il y a un triple aspect, économique, juridique et politique à ce vaste débat.

Dans les structures économiques où vit actuellement la presse, constatons seulement que depuis de longues années se poursuit un double mouvement presque irréversible : rétrécissement continu de l'importance de la presse d'opinion, concentration de la presse de grande information. A Paris, les quotidiens non spécialisés étaient 32 en 1930, ils sont 13 en 1960 et sur ces treize le tirage des plus grands augmente sans cesse tandis que diminue celui des plus faibles.

Verra-t-on peu à peu se réaliser la prophétie de Ledru-Rollin qui en 1845 voyait se créer « au profit de quelques habiletés industrielles ou politiques d'irrésistibles instruments de domination qui livreront à 4 ou 5 directeurs de journaux les idées, l'honneur et la moralité de la France ».

Cette pression des puissances économiques trouve de nos jours un allié précieux dans le désintéressement civique des lecteurs qui aboutit au paradoxe dénoncé par J. Kayser au colloque de Dijon « Un journal est d'autant plus libre qu'il est plus indépendant. Il est d'autant plus indépendant du gouvernement et d'une publicité que sa diversité neutralise, que son tirage est fort. Son tirage est d'autant plus fort qu'il touche plus de lecteurs. Il en touche d'autant plus qu'il n'aborde que les sujets qui ne les divisent pas, donc qu'il élimine les opinions controversées, donc les opinions non-conformistes ». Ce qui reviendrait à dire qu'un journal est d'autant plus libre qu'il pense moins.

Confusion entre la liberté d'expression et la liberté d'entreprise, confusion entre la liberté d'opinion et la liberté de profit, confusion entre la liberté de penser et l'absence de pensée, voilà où bien des confusions empêchent généralement d'émettre un véritable diagnostic sur l'un des aspects du mal dont souffre la presse. Mais au train où vont les choses le journaliste de demain pourra peut-être se définir en pastichant Pascal et Sartre : « Je ne pense pas, donc je suis », ce sera l'être dans le néant.

Soit, concéderont de bons esprits ; réservons notre jugement sur les structures économiques dans lesquelles vit ou meurt la presse, mais reconnaissons que le contexte juridique et politique échappe à toute critique. Ne sommes-nous pas sous l'empire de la Constitution de 1958, celle-ci ne se réfère-t-elle pas, dans son préambule à la Déclaration des Droits de l'Homme dont l'article 11 proclame solennellement « que la libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme » et qu'ainsi « tout citoyen peut parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ».

Par malheur, les saisies nombreuses en 1956 et 1957, plus rares en 1958 et 1959, ont repris de nouveau un rythme inquiétant.

Sans doute, comme me faisait l'honneur de me l'écrire le 9 avril dernier le ministre de l'Information, ce procédé devrait conserver un caractère tout à fait exceptionnel. Mais la guerre d'Algérie ne plonge-t-elle pas elle-même le pays tout entier dans une situation exceptionnelle depuis un certain temps. Comme malheureusement nul ne peut fixer de date à la fin de cette situation, il doit paraître nécessaire de repenser le problème juridique des saisies dans son ensemble.

Il faut en effet, refondre des textes trop nombreux, ils sont tels que tout journaliste innocent peut devenir un coupable qui s'ignore. Remarquons en passant que si la politique de l'intégration était devenue celle du pouvoir, tout journaliste qui l'aurait contestée aurait pu être poursuivi puisqu'il aurait été passible des dispositions de l'article 80 du Code Pénal sanctionnant l'atteinte à la Sécurité extérieure de l'Etat par toute action même indirecte contre l'intégrité du territoire.

Il faut réviser cette distinction trop commode entre les saisies considérées comme mesures de police judiciaire et celles prononcées comme mesures de police administrative, distinction qui favorise vraiment trop les tentations d'arbitraires.

Il faut organiser un contrôle rigoureux et immédiat de toute saisie.

Il faut enfin mettre sur pied une procédure de réparation pour un journal injustement saisi. Pourquoi, par exemple, ne pas décider que si, dans un délai limité, une condamnation judiciaire par un tribunal évidemment de droit commun n'est pas prononcée contre le journal saisi, l'Etat automatiquement devra lui verser des dommages-intérêts réparant intégralement le préjudice occasionné.

D'ailleurs le gouvernement aurait tort de se faire trop d'illusions sur l'efficacité de ces saisies. Elles sont, la plupart du temps, inefficaces ou inutiles.

S'agit-il en effet d'interdire la révélation de certains faits ? Il est vain de croire qu'en 1960, à l'époque de la presse confidentielle, des radios étrangères, des postes périphériques, il soit possible de cacher un événement.

S'agit-il, au contraire, d'interdire certains commentaires considérés comme subversifs ? Le gouvernement s'imagine-t-il qu'il aura découragé, désarmé les lecteurs habituels de *France-Observateur* ou de *Rivarol* par exemple, en les privant de leur journal ?

Non, des erreurs ont trop souvent été commises et le propre d'un régime fort est de ne pas sembler craindre l'expression de l'opposition qu'on risque de réduire au silence par la ruine que peut causer la répétition de ces procédés. Prenons garde que ne se lève un jour un nouveau Lamennais pour répéter ce que le directeur du *Peuple* écrivait en faisant adieu à ses lecteurs : « Il faut aujourd'hui de l'or, beaucoup d'or, pour jouir du droit de parler ; nous ne sommes pas assez riches. Silence aux pauvres. »

Prenons-y garde, ou alors que le gouvernement rétablisse la censure. Ce serait plus franc, plus loyal, plus courageux, mais en même temps il ferait la démonstration qu'il ne croit plus en la démocratie, ce qui n'est pas, je le veux espérer, son intention.

A notre époque et de plus en plus, c'est à sa politique de l'information que l'on reconnaît vraiment démocratique un régime.

C'est aussi là-dessus que sera jugée la Cinquième République.

LA DÉTENTE...

Comment ? Quand ?

A la veille de la Conférence au Sommet, qui a échoué avant d'avoir commencé, Arthur Conte, député S. F. I. O. des Pyrénées-Orientales, Jacques Madaule, membre de la présidence du Mouvement de la Paix, Jean Lecanuet, sénateur M. R. P. de la Seine-Maritime, s'étaient réunis à France-Forum afin d'examiner les chances, les moyens et les limites d'une politique de détente internationale. Leurs propos conservent, pour tous ceux qui demeurent attachés à la paix, valeur d'analyse et de réflexion.

ARTHUR CONTE. — Nous vivons très certainement les heures les plus importantes de l'après-guerre, un certain nombre de choix peuvent être faits qui peuvent fixer le destin du monde pour de longues années. Le projet de Conférence au sommet s'inscrit dans le souci des plus grandes responsabilités. Je crois qu'il est excellent qu'ainsi à ce « forum », des hommes différents par la pensée ou la philosophie, puissent confronter leurs vues au moment où les quatre Grands vont se rencontrer. Il me paraît essentiel, d'abord que l'on définisse ce qu'est la détente, si mes interlocuteurs le permettent. Pour ma part je la définirai de quelques mots ; la détente, c'est d'abord négativement, la fin de la guerre froide, c'est positivement la coexistence non pas de deux mondes, car il n'y a pas que deux mondes, mais la coexistence de tous les mondes et de toutes les civilisations si différentes et si contradictoires qui se trouvent dressés les uns contre les autres.

JEAN LECANUET. — Je voudrais, sur l'introduction qui vient d'être donnée, immédiatement faire une distinction, si vous l'acceptez ; c'est celle qui concerne la nature de la coexistence et celle de la détente. Pour justifier cette distinction, je dirai que la coexistence est en soi un certain bien, mais qui ne va pas plus loin que la constatation de ce qui existe, avec d'ailleurs, des phases qui, parfois, ont été des phases d'agressivité, et dont j'impute la responsabilité à la politique soviétique. Il y a toutes sortes de coexistence. Il y a la coexistence par la force à l'intérieur même du globe communiste. La Pologne et la Hongrie coexistent de cette manière avec la Russie. L'autre forme de la coexistence, à laquelle on pense quand on parle de coexistence, c'est la coexistence par équilibre, certains diront : la coexistence par neutralisation réciproque, d'autres par la terreur, par la peur réciproque que provoquerait la guerre, le conflit entre le monde libre et le bloc communiste.

La détente est plus que la coexistence

Mais la détente proprement dite (c'est en cela, je crois, qu'elle soulève un très grand courant d'espoir, d'attente chez les peuples, aussi bien ceux du monde communiste que ceux

du monde occidental) la détente est quelque chose de beaucoup plus. Elle est la conviction qu'on peut arriver à un monde vraiment pacifié, par conséquent un monde fondé sur la confiance. Je viens de prononcer là un mot, je ne dis pas que c'est le mot-clé, mais c'est un mot qui va certainement très loin, qui touche un peu au cœur du problème. Quand on pose la question : « Qu'est-ce que la détente ? », je demande à quelle condition la détente en est-elle une, à quelle condition apparaîtra-t-elle sincère, étant bien entendu que la sincérité quand il s'agit des rapports internationaux, ce n'est pas je ne sais quelle aspiration, subjective des peuples ou des dirigeants de ces peuples, mais la conformité entre les affirmations d'un Etat politique et ses comportements. Pour moi, la détente n'est sincère que si elle remplit un certain nombre de conditions. Je ne dis pas que ces conditions doivent être autant de « préalables » à la détente, mais elles doivent être au moins des objectifs vers lesquels on s'achemine.

JACQUES MADAULE. — Je suis assez d'accord avec ce que vous venez de dire, il reste maintenant à définir quelles pourraient être les conditions de ce rétablissement de la confiance. J'évoquerai tout de suite une condition négative, extrêmement importante. Quelque jugement que l'on porte sur les frontières politiques telles qu'elles existent dans le monde d'aujourd'hui, en 1960, je crois que si l'on fait du déplacement, dans un sens ou dans un autre, de ces frontières politiques une condition de la détente, ou même une condition du rétablissement de la confiance, on pose un problème dont il est évident, par ce que nous savons du comportement de l'ouest et de l'est, qu'il est proprement insoluble.

ARTHUR CONTE. — Je suis heureux de vous l'entendre dire.

JACQUES MADAULE. — Les frontières telles qu'elles existent aujourd'hui, qu'on les juge bonnes ou mauvaises, justes ou injustes, sont des frontières qui ne bougeront pas, qui ne peuvent pas bouger, il faut que la détente puisse exister malgré le maintien de ces frontières. Alors, si on admet cette condition négative de la détente, je crois qu'on pourrait s'avancer

avec

Arthur CONTE

Jacques MADAULE

Jean LECANUET

*Les peuples aspirent à un monde pacifique d'où
la guerre froide soit définitivement bannie.*

vers une condition plus positive qui serait le désarmement. En effet l'économie mondiale, qu'il s'agisse de l'économie des pays de l'ouest ou de l'économie de l'est, subit un fardeau tellement écrasant que cela peut rendre presque illusoire les projets généreux que l'on forme de part et d'autre et qui tendraient à ce que les puissances développées aidassent au relèvement du tiers monde.

Le désarmement nécessaire

Si l'on ne procède pas à des mesures très profondes de désarmement ayant pour effet de diminuer dans des proportions considérables les dépenses que les uns et les autres font pour leur armement, on n'arrivera pas à venir au secours du tiers monde. Par quoi est bloquée la question du désarmement aujourd'hui ? Tout le monde le sait. D'une part les Occidentaux insistent pour qu'on mette d'abord sur pied des mesures efficaces de contrôle, d'autre part les soviétiques ne s'opposent plus à ce contrôle, malgré les incidents de ces jours-ci, d'une façon aussi radicale qu'ils l'ont fait jusqu'à présent, mais ils disent « pas de contrôle sans désarmement ». Il y a d'ailleurs une formule de Jules Moch qui concilie les deux points de vue : « pas de désarmement sans contrôle, pas de contrôle sans désarmement ».

ARTHUR CONTE. — C'est la moitié d'une formule de Jules Moch.

JACQUES MADAULE. — C'est cela, oui. Il faudrait, je pense, et ce serait la deuxième condition de la détente, que certaines mesures pratiques de désarmement puissent dès maintenant être mises sur pied de part et d'autre ? Ainsi, par exemple, on a beaucoup souri, en France en particulier, de l'interdiction des expériences atomiques, en disant : ce n'est vraiment pas grand chose, elles ne sont peut-être pas aussi dangereuses qu'on le croit. Je ne sais pas si elles sont dangereuses ou pas. Mais je sais que si la cessation des expériences atomiques était un premier pas dans la voie du désarmement, il vaudrait quand même la peine qu'on le fit ce pas, parce qu'il en préparerait d'autres. Il est bien de demander, comme certains le font, que l'on cesse la fabrication des armes

atomiques, de demander qu'on détruise les stocks d'armes atomiques, mais avant de cesser de fabriquer des armes atomiques, il faudrait peut-être cesser de les expérimenter. Si on ne réussit pas à ne pas les expérimenter, jamais on ne réussira à ne pas les fabriquer, et si on ne cesse pas de les fabriquer, on ne les détruira jamais. Il y a là trois étapes qui paraissent évidentes et d'ailleurs je ne pense pas non plus qu'il faudrait s'en tenir à l'armement atomique, parce que l'armement classique doit être aussi réduit pour des raisons qu'il serait très facile de développer.

ARTHUR CONTE. — M. Madaule, je souscris entièrement à votre idée du maintien du statu quo des frontières. Je crois que la détente ne s'obtiendra pas, dans l'immédiat, par une modification des frontières quelles qu'elles soient, et pour moi la détente ne se trouvera pas, par exemple, dans le règlement de l'affaire de Berlin, pour ne parler que de cette question-là. Je pense que les frontières actuelles demeurant dans leur état, c'est dans d'autres domaines que la détente doit être recherchée et, pour me référer au dynamisme énoncé par M. Lecanuet tout à l'heure, je suis partisan, d'une part d'un désarmement général, simultané et contrôlé et d'autre part, d'une aide aux pays sous-développés. Là je tiens à souligner des idées qui me paraissent capitales. Désarmement, oui, mais le principal à obtenir pour avoir la confiance, c'est la preuve des sincérités. Je ne puis pas croire ou bien que M. Khrouchchev soit sincère, ou que M. Eisenhower soit sincère s'ils n'apportent pas les preuves de leur bonne volonté. Je ne crois pas de désarmement possible s'il n'y a pas, au départ, acceptation du contrôle réciproque. C'est une idée qui me paraît absolument capitale et c'est seulement à partir du moment où le contrôle réciproque sera accepté que l'on pourra affirmer que les quatre partenaires de la conférence au sommet sont sincères.

L'aide aux pays sous-développés

Quand à l'aide aux pays sous-développés, il faut en finir avec cette idée que l'aide aux pays sous-développés soit une arme de la guerre froide : aujourd'hui, les pays luxueux n'ai-

dent les pays prolétaires que pour en faire des pays mercenaires. C'est vrai d'un côté comme de l'autre. Il faut placer l'aide aux pays sous-développés dans un climat de réelle confiance et de réelle collaboration, c'est pour cela qu'il faut chercher les moyens, trouver des domaines où pourront s'exercer une action commune. Par exemple, je crois qu'il serait excellent de ne pas bâtir trop de grands châteaux en Espagne, d'imaginer des plans grandioses, il faut chercher des idées pratiques et réalistes. A cet égard, l'idée du Président de la République de prévoir l'équipement commun d'une grande vallée du Moyen-Orient ou l'idée d'engager toutes les forces du monde dans un combat contre la lèpre ou dans une lutte contre le cancer me paraissent absolument saines et ce sont ces idées que je comptais beaucoup souligner.

JEAN LECANUET. — Je souscris à tout ce qui vient d'être dit à l'instant sur le désarmement. Il doit être général, simultané et contrôlé. Si ce que nous disions tout à l'heure est juste, si vraiment la confiance est l'élément déterminant d'une détente réelle, je ne vois pas comment cette forme prudente de la confiance qu'est le contrôle mutuel, pourrait être refusée.

Sur l'aide aux pays sous-développés, je crois qu'il y aurait là aussi un test extrêmement important d'une volonté de collaboration. Qu'est-ce que l'on cherche ? A obtenir que le monde occidental et le monde communiste coopèrent à une œuvre d'humanité de la plus haute importance, qui soit en mesure d'assurer le développement économique et par suite social des populations. Si cette œuvre est à faire en commun, il faudrait être assuré qu'elle aura un caractère de neutralité aussi poussé que possible et qu'aucune pression indirecte ne sera exercée par un Gouvernement ou par un autre sur l'Etat assisté. Je mets en doute, tout en voulant bien garder l'espoir d'un accord, que l'Union Soviétique souscrive jamais à un plan qui ne permette pas à son action économique de préparer la progression du communisme. Je donne peut-être là un témoignage de défiance qui n'est pas dans l'esprit nécessaire de la détente, mais je rends les armes d'avance en disant que je considérerais comme un signe important de détente le fait que l'Union Soviétique donnerait sa contribution, sans condition politique, à un fonds international d'aide au Tiers-Monde.

ARTHUR CONTE. — Ou alors, M. Lecanuet, l'acceptation d'une conférence mondiale des matières premières.

JEAN LECANUET. — Oui. Il serait important, notamment, de créer un fonds de stabilisation des cours des matières premières, afin de supprimer ce sentiment d'aliénation et de dépendance qui est celui des peuples d'outre-mer du fait des fluctuations de prix qu'entraînent soit le jeu de la concurrence dans le monde capitaliste, soit les décisions unilatérales du monde communiste. La création d'un tel fonds donnerait aux pays sous-développés les moyens d'investissement qui leur seraient propres et qui ne seraient pas des fonds accordés par la générosité des pays riches, ce qui à certains égards, peut avoir un côté blessant. Mais, je voudrais revenir au premier point de ce que disait tout à l'heure M. Madaule et qui est le problème du statu quo. J'ai sous les yeux un texte de M. Khrouchtchev, texte qui a été reproduit dans la revue américaine « Foreign Affairs », M. Khroucht-

chev dit très nettement et très franchement que la détente ne signifierait pas l'engagement de maintenir le statu quo. Vous disiez, il y a un instant, qu'il n'y aurait pas de détente si on n'acceptait pas, au moins à titre provisoire, le statu quo. Je constate, pour ma part, que M. Khrouchtchev ne veut même pas s'engager sur le statu quo. Je dirai de mon côté et bien que je sois dans une position inverse de la sienne, que j'accepterais difficilement que le statu quo soit la condition de la détente. Je ne peux pas accepter l'idée, un instant, que des pays comme ceux d'Europe centrale soient voués à subir la dictature du parti communiste dont beaucoup de symptômes nous laissent penser qu'elle s'appuie sur la domination extérieure et non sur un régime consenti par les populations.

Je ne voudrais pas que vous pensiez que je pose des conditions excessives et que j'accumule les obstacles pour empêcher la détente de se produire. Je ne dirai pas ceci : il faut préalablement à tout progrès de la détente, que la Russie retire ses troupes et reconnaisse le droit à l'autodétermination des peuples qui sont actuellement ses satellites. Je ne parlerai pas de conditions préalables, mais d'objectif que doit nécessairement atteindre la détente pour devenir authentique. Si l'on traversait la phase du désarmement, si, dans le même temps, une coopération internationale se développait en faveur des pays libres il faudrait aussi pour que la détente soit véritable que la liberté démocratique soit respectée, partout, dans le monde, y compris dans les pays qui en sont privés actuellement. La détente n'est pas séparable de ce droit, au moins comme finalité, sinon comme préalable.

JACQUES MADAULE. — J'ai un certain nombre de choses à répondre à ce que vient de dire M. Lecanuet. Je suis d'accord avec vous deux pour le désarmement général, simultané et contrôlé. Il y a tout de même un danger contre lequel il faut se prémunir. Vous savez qu'il est extrêmement difficile d'organiser un contrôle parfait, alors je peux vous préciser que le soupçon des gens de l'Est, quand ils paraissent s'opposer au contrôle, s'exprime ainsi : « ces messieurs d'en face veulent organiser le contrôle, c'est parfait, mais on mettra des années à trouver le procédé de contrôle, qui se ramènera d'ailleurs à des interventions tout à fait abusives dans nos affaires intérieures. Ce que nous voudrions, nous, c'est qu'ils se mettent d'accord sur des mesures concrètes de désarmement et, qu'immédiatement, nous nous mettions d'accord sur la manière de contrôler ces mesures concrètes de désarmement. Mais si on veut, avant toutes mesures de désarmement, avoir organisé un appareil de contrôle extrêmement compliqué, extrêmement minutieux et ne laissant place à aucune fuite, alors là, c'est une dérobade. En face du problème du désarmement les occidentaux, ajoutent-ils, ne réclament un pareil contrôle que parce qu'ils le savent impossible et ils créent un préalable au désarmement qui ne sera jamais franchi ».

ARTHUR CONTE. — M. Madaule, me permettez-vous une question ? Dans ce cas-là comment établir la preuve de la sincérité ?

JACQUES MADAULE. — Par exemple, en se mettant d'accord sur des mesures partielles de désarmement. Ainsi l'Union Soviétique a fait état de démobilisation d'une partie de ses troupes. Si on s'accordait sur des affaires de ce genre,

on pourrait voir ensuite comment contrôler. Je sais que cette question de contrôle est très difficile. On n'a jamais abouti à un vrai désarmement, parce qu'on n'est jamais arrivé, au fond, à établir des procédés de contrôle qui paraissent suffisants. L'enjeu était énorme, si le contrôle n'est pas suffisant, il faut aussi un minimum de confiance. Il y a un compromis à trouver. Et on doit le trouver, ce compromis.

Le statu quo des frontières

Au sujet de l'intangibilité des frontières, je réponds à M. Lecanuet qui déclare que M. Khrouchtchev n'est pas d'accord sur ce point. Bien sûr, M. Khrouchtchev n'est pas d'accord ; la meilleure preuve qu'il n'est pas d'accord, c'est qu'il a soulevé le problème de Berlin. Mais, on peut demander à M. Khrouchtchev de faire des sacrifices et, s'il n'est pas d'accord, de le devenir et d'accepter le statu quo à condition bien entendu qu'en Allemagne de l'Ouest on l'accepte aussi. Je sais que l'acceptation de part et d'autre du maintien des frontières actuelles représente des sacrifices pour les uns comme pour les autres. En effet, dans la conjoncture présente, si l'on veut aller au fond des choses, personne n'est d'accord pour maintenir les frontières telles qu'elles sont. Peut-être, quand même, qu'on ne voit pas bien au fond les possibilités de les faire changer ; peut-être donc y aurait-il une possibilité de les faire telles qu'elles sont actuellement.

Vous avez parlé, également, d'une aide aux pays sous-développés qui ne serait pas accompagnée de conditions politiques. Evidemment, cela me paraît, à y bien réfléchir, un peu difficile, parce que c'est là que les deux systèmes s'opposent. D'une part, il y a un système de planification d'Etat, d'autre part, il y a un système de libre entreprise. Si on fait une société commune à l'Est et à l'Ouest qui donne des fonds aux pays sous-développés, est-ce que ces fonds vont être employés dans le sens du développement de la libre entreprise dans ce pays, ou bien est-ce qu'ils vont être confiés à un organisme d'Etat planificateur. Il est difficile, quand on donne des fonds à quelqu'un de ne pas se demander ce qu'il en adviendra.

ARTHUR CONTE. — Vous permettez, M. Madaule, que je vous pose encore une question. Est-ce que ce souci entre en jeu au Kremlin, lorsqu'il donne des fonds à Nasser pour financer le barrage d'Assouan ?

JACQUES MADAULE. — Quand le Kremlin — cela ne me gêne pas d'en parler parce que je ne suis pas le Kremlin — quand le Kremlin dis-je donne des fonds à Nasser, pour le barrage d'Assouan, il fait de la politique.

Mais supposons, que très sincèrement, sans renoncer et c'est là le plus difficile, à leur doctrine propre, l'Est et l'Ouest disent : « Nous allons maintenant ne plus nous occuper de politique ». Peuvent-ils ne pas se préoccuper à ce moment-là, de savoir comment et dans le cadre de quels systèmes, les fonds seront employés. On retrouve alors la politique. Quand on fait de la politique, et une politique de bloc contre bloc, on fait de Nasser un satellite. S'il favorise l'entreprise privée, cela ne fait rien, c'est un satellite quand même. Mais s'il est entendu que les gens à qui on va donner des fonds, ne seront pas satellisés, alors il est important de savoir s'ils

seront orientés vers un régime socialiste ou s'ils seront orientés vers un régime de propriété privée, de libre entreprise.

ARTHUR CONTE. — Pour une fois, les Nations Unies pourraient avoir quelque utilité.

JACQUES MADAULE. — Mais s'il y a un compromis...

JEAN LECANUET. — Nous retrouvons le problème de la libre détermination des pays. Je répondrai à la question de M. Madaule, en disant que nous n'avons pas à obliger un pays à utiliser les fonds qui lui sont donnés par une organisation internationale selon les méthodes socialistes ou selon une méthode capitaliste. Il suffit de prendre en considération le niveau de vie d'un pays considéré, et ensuite de le laisser vivre selon le régime économique qu'il s'est donné. La seule condition, c'est évidemment que les fonds qui seraient ainsi donnés à un pays servent effectivement au relèvement du niveau de vie, que les investissements soient productifs, qu'ils soient effectifs. Mais que la méthode soit de type capitaliste ou de type socialiste, je crois que nous n'avons pas à intervenir dans ce domaine. C'est pourquoi j'insistais tout à l'heure sur la nécessité, pour « dépolitiser » l'aide aux pays sous-développés, de lui donner un caractère de neutralité, y compris dans l'utilisation qui sera faite de ces fonds. Mais, pour ma part, ma conviction sur l'ensemble de ces données, est la suivante : la Russie n'en est venue à essayer la tactique de la détente que parce qu'elle s'est trouvée, à la suite d'une longue période où elle a pratiqué la guerre froide, devant la résolution et la fermeté de l'Occident. Je ne peux pas m'empêcher de me poser la question suivante : « Est-ce que la détente ne serait pas une tentative utilisée par la diplomatie soviétique pour tenter de désintégrer précisément l'organisation occidentale et, en particulier, l'organisation européenne, la formation de l'Europe Unie ? » Cette interrogation porte sur la nature même de la détente. La détente ne doit pas empêcher le monde occidental de travailler à ce qui paraît être son avenir et sa nécessité, son intégration, son unité plus profonde à des fins économiques, à des fins sociales. Or, j'ai un doute : je le dis parce que je l'éprouve très profondément.

Un problème de sincérité

Quand on voit les empêchements qui sont opposés au désarmement, les réticences pour venir en aide d'une manière vraiment indépendante aux pays sous-développés, le refus d'aborder le problème d'une libéralisation, d'une démocratisation du régime des pays satellites, je finis par me demander si la détente est profondément sincère ou si elle n'est pas une simple manœuvre tactique en vue de désintégrer l'Occident. Autrement dit, le communisme utilisant, comme d'ailleurs ses penseurs l'ont souvent déclaré, tantôt la paix, tantôt la guerre et la fin justifiant simplement le moyen, je me demande si la Russie n'utilise pas tantôt la tactique de la tension, tantôt la tactique de la détente, mais toujours vers la même fin : l'expansion de sa domination dans le monde. C'est pourquoi j'attache tant de prix à ce qu'on n'avance dans la voie d'une politique de concession qu'après avoir vérifié la sincérité de la détente par un certain nombre de critères, ceux-là que nous abordions il y a quelques instants.

ARTHUR CONTE. — Quant à moi, je refuse de m'interroger sur tous les mystères de M. Khrouchtchev. Là, nous

sommes en pleine hypothèse. Est-il un grand comédien, jouant habilement de masques successifs ? Balance-t-il déjà entre la menace chinoise pour demain et la vocation européenne qui devrait lui être géographiquement naturelle ? Est-il placé sur la lancée de l'homme qui se bat pour son parti et qui emploie des tactiques extrêmement souples au service d'un idéal qui, lui, ne varie pas ? Est-il aujourd'hui particulièrement frappé par cet événement considérable, que la presse a très peu souligné, et qui pourtant domine ces derniers jours et qui est le refus opposé par la Conférence économique afro-asiatique du Caire à la Russie d'être Etat participant ? Y a-t-il, dans le raidissement de Khrouchtchev aujourd'hui le souci de regagner les sympathies auprès des nations d'Asie et d'Afrique ? Il y a toute une forêt d'interrogations où je préfère ne pas entrer. Ce que je cherche, moi, M. Madaule, c'est avant tout la preuve de la sincérité ; je ne vois pas qu'elle puisse être administrée ailleurs que dans le désarmement, l'acceptation du contrôle, dans l'aide aux pays sous-développés, dans la mise en commun des ressources et des intelligences dans des domaines précis.

Vous avez parlé de Berlin et, précisément, ce qui nous inquiète le plus, c'est le ton de menace employé par M. Khrouchtchev au sujet de Berlin. Est-ce que vous croyez que l'on sert vraiment la détente lorsque l'on dit : « Si vous n'acceptez pas de régler le problème de Berlin, moi, je signe un traité séparé avec la D.D.R. » Cette menace appelle immédiatement, en réplique toute naturelle, la fermeté :

JEAN LECANUET. — Cette menace est un acte de guerre froide.

ARTHUR CONTE. — Exactement. Mais, à supposer que ce ne soit pas un acte de guerre froide, M. Khrouchtchev sait à quoi s'en tenir sur notre résolution. Les Occidentaux sont persuadés qu'ils commettraient la faute la plus lourde contre leur propre sécurité et contre la cause même de la paix du monde s'ils abandonnaient un seul homme libre confié à leur défense. Et c'est pourquoi ils n'abandonneront pas un seul homme libre, par conséquent un seul Berlinois demeuré libre. Pour nous, le problème de Berlin ne peut pas être séparé du problème de l'Allemagne considéré dans son ensemble, et aucune solution ne peut et ne saurait intervenir sur Berlin détachée d'une solution sur le problème allemand total. Quant à Berlin même, il y a trois principes que le bon sens seul nous commande de respecter. Le premier est que les droits d'occupation qui nous ont été originellement garantis pour le maintien de troupes françaises, américaines, anglaises à Berlin soient maintenus et ne soient pas mis en cause. Le second est que tout règlement et tout statut provisoire pour Berlin ne soit fixé qu'avec l'acceptation des populations librement consultées. Le troisième, tant qu'un traité de paix ne peut pas être signé entre les quatre anciens vainqueurs et toute l'Allemagne, est de ne pas remettre en discussion la liaison juridique et économique de Berlin avec la République Fédérale de Bonn. C'est une ligne en deçà de laquelle les Occidentaux ne peuvent pas aller. M. « K. » a des lignes en deçà desquelles il ne peut pas aller, par exemple aujourd'hui, l'auto-détermination des pays satellites. Que M. « K. » accepte notre ligne provisoire, et nous acceptons provisoirement la ligne en deçà de laquelle il ne peut pas reculer ; mais alors

cherchons au-delà les moyens de détente. Dans ce cas-là, M. Khrouchtchev doit essentiellement apporter la preuve de sa sincérité en acceptant le contrôle pour le désarmement et en acceptant la coopération au service des pays sous-développés. S'il ne l'accepte pas, à mon sens, il n'est pas sincère et nous devons, alors, garder à son égard, une méfiance phénoménale.

JACQUES MADAULE. — Je suis jusqu'à un certain point d'accord avec vous. Je voudrais cependant présenter quelques observations. Etant donné la situation majoritaire des Etats de l'Ouest par rapport aux Etats de l'Est, que ce soit à l'O.N.U. ou que ce soit ailleurs, comment ne pas voir qu'un contrôle du désarmement qui encore une fois est nécessairement conçu d'une certaine manière, peut avoir des effets beaucoup plus durs pour l'Est que pour l'Ouest, qu'une soi-disant neutralisation totale de l'aide aux pays sous-développés. Eux non plus n'ont pas confiance en notre sincérité, il faut bien se le dire. Nous parlons comme des gens pour qui la seule question qui se poserait, c'est la sincérité de M. Khrouchtchev, mais la sincérité de M. Eisenhower, la sincérité du chancelier Adenauer, la sincérité de M. de Gaulle, la sincérité de M. Mac Millan, ça honni soit qui mal y pense... Or M. Khrouchtchev ne croit pas plus à leur sincérité qu'eux ne croient à la sienne.

ARTHUR CONTE. — D'où l'importance capitale de la preuve à administrer.

JACQUES MADAULE. — M. « K. » veut des preuves. Par exemple, quand on lui présente un projet de contrôle, il l'examine avec une extraordinaire méfiance, parce qu'il se dit : « Oui, mais attention, ces gens, que cherchent-ils avec ce projet de contrôle », car il ne croit pas à leur sincérité.

JEAN LECANUET. — Le contrôle, c'est la vérification de la sincérité de l'adversaire et l'adversaire ne doit pas le craindre s'il est sincère.

JACQUES MADAULE. — Vous comprenez, je pense que l'on ne fera la paix que si on n'établit pas d'avance, entre les gens qui sont appelés à la construire, une hiérarchie dans laquelle chacun aurait à donner des preuves de sa sincérité. Il est offensant pour les Russes de leur demander, même sur un certain ton, de donner des preuves de leur sincérité. M. Khrouchtchev se fâchera.

ARTHUR CONTE. — On les demande, ces preuves, aux Occidentaux.

JACQUES MADAULE. — Oui, mais il semble que ce soit surtout à M. « K. » qu'on les demande. L'ensemble de la presse occidentale s'interroge sur l'Est. Mais M. Khrouchtchev et ses partisans vous diront : « La détente, mais c'est le spoutnik, ce sont nos espoirs scientifiques car ils ont fait reculer l'Occident. » Vous pensez, vous, que c'est parce que la politique de force ne rapporte plus rien à Khrouchtchev, qu'il a été pour la détente. Lui et ses peuples pensent, inversement, que si l'Union Soviétique n'avait pas eu une certaine supériorité dans le domaine des engins balistiques, l'Occident ne voudrait pas, non plus, de la détente. En d'autres termes, ils ne suspectent pas moins la sincérité de l'Occident que celui-ci suspecte la leur, ils ne croient pas que l'Occident de lui-même voudrait la détente, ils ne croient pas à la bonne volonté

Jacques Madaule

Arthur Conte

Jean Lecanuet

Pas de détente possible tant que les relations internationales demeureront fondées sur la peur, la ruse, le mensonge.

des U.S.A., parce qu'il y a les paroles diplomatiques, mais il y a le fond des choses.

Derrière les intentions, les faits

JEAN LECANUET. — Derrière les intentions et les bonnes volontés, il y a les faits. Or les faits établissent que la guerre froide a été provoquée, suscitée, développée par l'Union Soviétique et que jamais l'Occident n'a pratiqué une politique d'agression à l'égard des positions soviétiques depuis la fin de la dernière guerre. Si on veut faire le procès d'intention, il ne tournera pas au détriment du monde occidental. Encore une fois, je voudrais que l'on s'écarte du domaine de l'ambiance du sentiment, de l'intention, pour s'attacher aux faits. Or, nous ne pouvons croire à la détente que si des critères très nets la manifestent. Ce critère, au départ, c'est le désarmement dans les conditions que l'on a dit. Ce serait certainement une aide désintéressée, objective et neutre à l'égard des pays tiers et j'y ajoute pour ma part au moins l'absence d'un refus du droit pour les peuples qui sont actuellement satellites de se déterminer librement. D'ailleurs, quand je parle de ce droit de l'autodétermination, il faut le généraliser à tous les peuples, non seulement à ceux qui sont du côté du

bloc communiste, mais ceux qui peuvent se trouver ailleurs, dans le monde. Mais, est-ce que vous croyez sincèrement que ce jeu de la confiance, de la liberté, de la démocratie, le monde communiste soit décidé à le jouer ? Alors que M. Khrouchtchev lui-même nous dit qu'il est convaincu de la victoire et qu'il prendra tous les moyens pour l'obtenir. Il y aura donc de toute manière une compétition entre le monde libre et le bloc communiste. Naturellement, ce serait un immense progrès si la compétition était pacifique et c'est à ce résultat que l'on doit travailler. Mais il y aura de toute manière une très active, une très intense compétition qui fait que, dans le meilleur des cas, la confiance ne sera jamais tout à fait totale. Deux conceptions de la vie continueront, même dans la paix, à s'opposer.

JACQUES MADAULE. — Je suis tout à fait, je suis entièrement d'accord avec vous et voudrais même substituer, nous serons je pense du même avis sur ce point, au terme de co-existence pacifique qui ne signifie pas grand-chose d'autre que la constatation d'un fait, le terme de compétition pacifique.

Et je suis d'accord aussi pour que les deux problèmes du désarmement et de l'aide aux pays sous-développés dominent...

ARTHUR CONTE. — Attention à ne pas changer une guerre froide politique en une guerre froide économique.

JACQUES MADAULE. — Oui, mais l'aide en commun aux pays sous-développés pourrait permettre d'éviter cela, comme le disait très bien M. Lecanuët. Mais la difficulté vient de ce que, je le constate auprès de vous, messieurs, et je le constate tout pareil auprès d'amis communistes avec lesquels je m'entretiens, et il s'agit de Français — que serait-ce entre Russes et Américains — qui parlent notre langue et qui ont quelquefois nos accents propres, la sincérité qu'on soupçonne n'est pas la même, selon le côté de la barricade où l'on se trouve. L'histoire nous apprend que presque toutes les guerres du passé, à l'exception peut-être de celle de 1939, parce qu'il y avait Hitler et le racisme, font apparaître aux historiens un mélange de responsabilité. Jamais on n'a vu une guerre dont il fut si facile de dire qui en était responsable. Donc, il n'y a pas d'innocents, il n'y a que des coupables si l'on peut ainsi dire et, dans ces conditions, toute attitude qui tendrait, si peu que ce soit, à mettre en accusation l'un des deux partenaires ou en infériorité morale l'un des deux partenaires devant l'autre va contre le but qu'on se propose, car elle ne peut en effet que provoquer des réactions passionnelles les plus violentes.

Une Conférence au Sommet ne doit pas être une partie de poker où l'on gagne à force d'audace et de cynisme et en cachant soigneusement son jeu. Elle ne devrait comporter ni gagnant ni perdant. Il faut bien se dire, du reste, qu'on ne consolidera la paix que si l'on est disposé à la préférer à certaines commodités ou à certains préjugés.

ARTHUR CONTE. — A partir du moment où nous acceptons de discuter, nous discutons les yeux dans les yeux et ce n'est pas trahir la cause de la paix que de parler en toute sincérité et en toute franchise. Qu'il y ait des différences entre nous, c'est normal, la différence est une vertu éminemment française, elle est encore plus humaine. Les différences, elles, dureront toujours.

La compétition économique

Il y a un point de votre développement qui m'inquiète, et c'est un point qui rejoint une grande préoccupation du Premier soviétique. Il a dit maintes fois, qu'au lieu de la guerre froide, il fallait établir les conditions de la compétition économique. Je répète, pour moi, il serait vain de substituer à la guerre froide politique une guerre froide économique, elle serait peut-être encore plus néfaste, encore plus dangereuse. Je me demande même comment cette idée a pu germer dans le cerveau d'un matérialiste historique, car l'on sait que les forces économiques sont aujourd'hui déterminantes, qu'elles sont aujourd'hui les plus considérables. Et ce sont ces forces-là que l'on va faire s'affronter. Mais nous allons au pire dans ce cas-là, alors que, dans notre conception, ce qui est nécessaire, c'est la collaboration de forces considérables au service de l'aide aux pays sous-développés sur deux affirmations morales. La première, sur un mot de Nehru : « La véritable division du monde n'est pas entre des hommes qui sont communistes et des hommes qui ne le sont pas, elle est entre des hommes qui ne sont pas industriellement équipés et des hommes qui sont industriellement équipés ». La se-

conde affirmation, c'est la pensée de Bergson qui a toujours dit : « Attention aux mondes fermés, veillez à toujours être des mondes ouverts. »

Il y a un élément capital qui joue à la veille de cette conférence, c'est l'immense aspiration des peuples vers la paix, c'est là une force, elle n'est pas écrite, elle n'est pas souvent affirmée, mais elle existe. Khrouchtchev n'y échappe pas, les Occidentaux non plus et c'est cette force qui, à mon sens, doit jouer un rôle capital au service de la paix. Si elle ne peut pas jouer, alors c'est que la cause de la paix est perdue.

JACQUES MADAULE. — Je crois qu'il y a un malentendu, monsieur Conte, au sujet de la compétition économique. Compétition économique ne signifie pas, je suppose, dans la pensée de Khrouchtchev, en tout cas pas dans la mienne, guerre ; c'est tout autre chose ; la compétition économique est la compétition de deux systèmes. Ce que veut dire Khrouchtchev, c'est que son système à lui est tellement supérieur au système occidental qu'il remportera dans le domaine économique des succès devant lesquels les Occidentaux et le monde entier seront obligés de s'incliner. C'est ce qu'il dit tout le temps, le communisme ça vaut mieux, donc devenons communiste. La preuve est faite...

ARTHUR CONTE. — Comme quoi les Polonais ne mangent pas beaucoup de beurre.

JACQUES MADAULE. — Tant qu'il en sera ainsi, le communisme ne triomphera pas. Il ne s'agit pas du tout d'une guerre économique. Si l'un des deux systèmes est supérieur à l'autre, cela peut se démontrer dans la paix, dans une paix construite autrement que sur la terreur et la méfiance.

JEAN LECANUËT. — Si la compétition était ce que vous venez de la définir, je la trouverai tout à fait acceptable, parce que je suis convaincu, à l'inverse de M. Khrouchtchev, que le monde libre a une possibilité, un dynamisme interne économique qui lui permettra de gagner la compétition économique et j'ajouterai que les hommes, ne vivant pas seulement de pain, mais aussi de liberté, le monde libre doit être capable de faire la démonstration qu'il est le seul à pouvoir apporter à la fois le progrès économique et social, mais aussi la sauvegarde des libertés humaines. C'est ainsi que se fera aussi une ligne de partage entre le monde communiste et l'autre, car il y a là tout de même une compétition, qui n'est pas seulement économique et politique, mais aussi d'ordre moral et qui a toute son importance.

Dans l'instant que nous vivons, à la veille d'une Conférence au Sommet qui sera, si elle a lieu, un premier test de la volonté de détente, je crois que le devoir de l'Occident est de renforcer son unité, car si la coexistence n'est pas la détente et moins encore la paix véritable, elle en est la condition préalable. Or, la coexistence ne repose que sur l'équilibre des forces. La désunion de l'Occident détruirait cet équilibre et avec lui les chances ultérieures de détente. La voie de la paix n'est donc pas la faiblesse ni l'esprit d'abandon, mais la fermeté, le courage et la résolution.

Économie et politique

POUR permettre une analyse exacte du présent français, il est indispensable de faire retour sur le passé. Or quel que vaudra bien considérer l'évolution des structures politiques ou économiques de la nation, entre 1900 et 1950, constatera que notre pays est entré dans le XX^e siècle avec 50 ans de retard. Jusque 1945, il a vécu sur un capital d'idées et d'institutions accumulé de 1850 à 1900. A vrai dire, ce poids du passé sur les esprits est une constante de notre histoire : la Restauration voulut, en 1820, continuer 1788 et 1851 vit ressusciter le fantôme mal dissipé d'un Napoléon abattu depuis trente ans.

Toutefois, à ces deux régimes qui s'inscrivirent sous les apparences identiques du césarisme, la marche du temps imposa un contenu très différent. Ils devaient même connaître une évolution exactement inverse. Napoléon I^{er} au pouvoir, c'est d'abord la sécurité pour les acheteurs de biens nationaux, l'ordre intérieur, le rétablissement d'une aristocratie d'occasion ; ce sera à la fin le désordre et la ruine des guerres de prestige. Le Prince Napoléon, au contraire, revient un demi-siècle plus tard porté par le prestige impérial à base militaire. C'est la nostalgie d'une épopée restée populaire qui explique l'accueil favorable qu'il reçut dans la masse du peuple. Mais la bourgeoisie d'affaires, effrayée par les audaces de la II^e République qui se jeta dans ses bras, n'eut pas cette fois à le regretter : la politique étrangère du Second Empire ne cessa d'être médiocre. Après tout, l'important n'était pas là. Ce qui comptait et fut assuré, c'était la réalisation de ces grands projets industriels qui donnèrent à l'économie française les bases sur lesquelles elle vivra pendant un siècle. Aussi, tandis que Napoléon I^{er} laissait à Waterloo une France exsangue, celle de 1872 pouvait en quelques mois payer à Bismark une énorme rançon de guerre. L'apparition du Second Empire s'explique donc par l'exploitation d'un mythe national et militaire à des fins qui lui restèrent parfaitement étrangères, à savoir l'enrichissement d'une classe et la prospérité économique de la Nation. En dépit des apparences, ce que continue Napoléon III, ce n'est pas Napoléon I^{er}, c'est Guizot.

A la lumière de cette expérience, il est permis de se demander si la réincarnation en 1958 du mythe gaulliste forgé près de vingt ans auparavant dans la tourmente d'un grand drame national ne repose pas sur la même illusion historique. C'est le souvenir du héros national solitaire de juin 1940 qui a frayé la voie au sauveur de mai 1958. Napoléon III avait reçu des intellectuels de son temps, et de Victor Hugo en particulier, l'accueil que l'on sait. Par delà des fastes désuets d'une cour à l'espagnole, la vraie puissance appartenait aux Pereire, Fould ou Rothschild, banquiers et hommes d'affaires, technocrates — déjà — en leur temps. Si l'on évoque l'inspiration libérale de sa politique étrangère ou coloniale, un souci non feint du pauvre, un penchant pour les grands travaux humanitaires, le goût des lointains, rançon d'une certaine myopie à l'égard du prochain, on voit se dessiner sous le règne de Gaule II, comme disait Fabre-Luce, devenu neveu de lui-même, plus d'un trait

qui rappelle celui du Prince Napoléon. A une différence près cependant et qui, en pays latin change tout : celle du style. Mais celui-ci passera et la réalité française qu'il aura couverte restera.

Toutefois, de même que le contenu des deux empires napoléoniens du XIX^e siècle fut extrêmement différent, de même il serait faux de croire que la France d'aujourd'hui s'apprête à répéter celle du Second Empire. Certes on pourrait penser qu'au libéralisme première manière des années 1860 correspond en 1960 un néo-libéralisme prêt à assumer sa seconde mue économique. Et comme ces longs travaux demandent paix sociale et stabilité politique, la France se serait donnée à nouveau un régime présidentiel de fait, sinon de droit, le plus propre à les garantir. Ce serait pourtant là être dupe des apparences.

Subordination du politique à l'économique

TOUT d'abord le climat idéologique dans lequel se déroulent les deux expériences est profondément différent. Le libéralisme pensé vers 1750 avait brisé sous la Révolution l'ordre politique et économique qui l'enserrait. Inspiré par la philosophie chrétienne, celui-ci subordonnait l'activité économique à une fin supérieure, l'intérêt particulier au bien commun, bref l'économique au politique, comme le corps à l'âme. C'est tout cela que la loi Le Chapelier mit à bas en supprimant les corporations, les entraves au commerce ou à l'établissement industriel. Pour le libéralisme, le monde économique a ses propres lois, celles, dit-il, de la nature même — et il ajoute, tant il est difficile de n'être pas théologien, que c'est Dieu qui les a voulues. Il ignore délibérément l'ordre politique aussi bien provincial que national et rejoint sur ce point l'idéal démocratique. Si Rousseau voit les hommes semblables et égaux par delà frontières et mers, le libéral les considère comme des unités interchangeables de consommation et récuse toutes les barrières au libre échange des marchandises et des personnes.

Il faudra attendre près de 50 ans pour que se réalise, avec le Second Empire, cette coupure rigoureuse entre le politique et l'économique, maxime de base du libéralisme. Fait remarquable et plus étonnant peut-être, ses adversaires les plus déterminés ne la contesteront pas. Sans doute le socialisme pose-t-il en axiome que l'économie doit être ordonnée à l'homme. Il paraît ainsi prendre le contre-pied du capitalisme libéral et revenir à une conception au moins humaniste, sinon chrétienne, de l'économie. Sans doute le communisme attend-il la révolution salvatrice d'une prise politique du pouvoir par le prolétariat. En fait, l'un comme l'autre sont nourris de Marx. Or la thèse centrale de ce dernier est claire : *l'économie domine l'histoire humaine* ; la politique n'est que son reflet. C'est ainsi que l'accroissement du capital provoqué par l'existence d'une plus-value, sa concentration en des mains de moins en moins nombreuses s'accompagnent d'une paupérisation également croissante de la classe laborieuse. Cette évolution irrésistible du capitalisme est à la fois nécessaire et bonne car elle réunit

tou es les conditions suffisantes pour que se réalise sans coup férir l'appropriation collective des moyens de production. Il suffit alors d'une chiquenaude pour que la masse dépossédée s'empare d'un capital produit par elle. N'appartenant plus qu'à quelques-uns, il est à la merci de tous. Ainsi naît la société sans classe et sans Etat.

Le socialisme surenchérit donc sur le libéralisme : pour lui l'économique n'est pas seulement indifférent au politique, il en est le maître. Marx ne conteste pas les lois de l'économie libérale. Il se livre à leur analyse scientifique et veut prévoir le devenir historique et politique de l'humanité qui en sera l'effet avec une rigoureuse nécessité.

Ce pré-supposé doctrinal se retrouve d'ailleurs dans l'action que socialistes et communistes ont menée quand ils accédèrent au pouvoir dans la première moitié du XX^e siècle. S'agit-il de la social-démocratie occidentale ? Elle a pu procéder à la nationalisation des secteurs-clés de l'économie de certains pays. En fait, rien ne distingue la gestion par l'Etat des mines, transports ou banques de la gestion privée. On peut discuter de ses mérites techniques. Le libéral dénoncera la facilité dispendieuse d'une gestion que ne domine plus le souci de la rentabilité ; le socialiste répondra en vantant les avantages d'une organisation de l'économie qui évite le gaspillage de la concurrence. Mais il s'agit là d'une querelle d'économistes, presque de technocrates. Le capitalisme peut changer de signification *politique*, en passant du privé à l'Etat. Sa structure *économique* ne varie pas. On peut même dire que la nationalisation a permis une accélération de ce processus de concentration et d'accumulation du capital que Marx avait décrit comme la caractéristique essentielle du capitalisme libéral. Le socialisme planificateur devient ainsi, par une curieuse ironie, la forme AMÉLIORÉE du capitalisme. La classe ouvrière, d'ailleurs, ne s'y est pas trompée. La C.F.T.C. ne réclame plus seulement aujourd'hui une *planification* de l'économie comme les syndicats d'il y a 50 ans. Elle la veut *démocratique*. Et c'est sur l'adjectif qu'elle insiste.

Ce te fidélité du socialisme aux principes de son adversaire est encore plus évidente si l'on considère les relations du communisme soviétique. Son cas est particulièrement probant car les Russes ne se trouvaient pas comme les sociaux-démocrates devant un capitalisme libéral aux puissantes habitudes qui risquait de les contaminer. Et cependant, partant de zéro, qu'ont-ils fait sinon reconstituer à toute allure un capitalisme dont les lois immuables d'accumulation et de centralisation ont été parfaitement respectées ? Le communisme russe est apparu très vite comme la forme ACCELERÉE du capitalisme. Le caïnaire des deux générations sacrifiées par Staline à la mise sur pied de l'économie russe a reproduit, à l'orientale, celui de ces générations ouvrières occidentales en proie aux impératifs d'un libéralisme dont Villermé, dans son enquête de 1835, a décrit l'affreuse oppression. M. Khrouchtchev, oublieux des débats idéologiques qui faisaient les délices des révolutionnaires de 1900, situe la lutte entre libéralisme et collectivisme sur son vrai terrain : il répète à l'envi que la fin de l'économie russe c'est de rejoindre puis de dépasser sa rivale américaine. N'est-ce pas querelle de techniciens ?

Revanche du politique

ANSI l'analyse historique oblige à constater que le socialisme a continué entre 1900 et 1950 le libéralisme. En doctrine et en action, il a subordonné comme lui le politique à l'économique. Or cette ère est en train de s'achever.

Ce serait donc aujourd'hui une lourde erreur de demander au XIX^e siècle libéral ou socialiste la solution à des problèmes originaux qui s'imposent dans toute leur force au mi-temps du nôtre. Et s'il est une nation qui doit, tout particulièrement, se garder de cette illusion, c'est la France.

On oublie en effet que les Etats-Unis et la Russie n'ont pu réaliser un même développement économique que grâce à deux facteurs particuliers : d'une part, des richesses matérielles énormes et équilibrées qui leur ont permis d'élaborer une économie en vase clos et sans rien devoir, pendant longtemps, à l'étranger. De l'autre, l'extrême plasticité humaine de leur population : la russe offrait au dictateur une tradition d'exceptionnelle soumission au pouvoir, l'américaine était faite d'émigrés sans racines géographiques, sans bagages matériels, cohortes de pionniers qui devaient vaincre ou mourir. Plasticité et détermination ; telle sont les deux conditions *objectives* de toute révolution infiniment plus précieuses que ces chocs d'idées qui nourrissent les esprits mais ont laissé en Europe, et surtout en France, les mœurs héritées d'une longue histoire, singulièrement semblables à elles-mêmes. Les idées les plus révolutionnaires comptent peu quand les hommes ne le sont pas !

Ce qui caractérise la seconde moitié du XX^e siècle, c'est l'impossibilité grandissante de négliger la politique au profit de la seule économie. C'est la revanche de la pesanteur humaine. L'impératif de l'industrialisation reste, certes, aussi grand qu'hier. Mais il est impossible de s'en remettre, comme ce fut le cas au XIX^e siècle, aux lois du développement économique spontané. Aussi entend-on couramment parler de politique agricole, de politique commerciale, de politique énergétique, c'est-à-dire du contrôle que l'homme doit conserver sur les mécanismes économiques.

A la vérité, l'économisme absolu prôné par le libéralisme avait déjà subi dans le passé de sérieuses altérations : un grand nombre de pays avait recouru au protectionnisme douanier pour empêcher qu'une concurrence trop brutale ne vienne bouleverser leur propre équilibre économique et social. Sans doute était-ce là une entorse grave au principe sacré du libéralisme. Mais ils s'y livraient sans trop de remords car, dès le départ, celui-ci s'était trouvé faussé : la parfaite égalité des conditions de production ne s'est jamais trouvée réalisée. Partout, des circonstances politiques ou sociales très différentes venaient renvoyer dans l'utopie d'un univers économique soumis aux mêmes lois uniformes sur toute la surface de la terre. Disparité déjà entre les nations d'Europe, plus grandes encore entre l'Europe et les autres continents.

Le XIX^e siècle avait d'ailleurs légué au nôtre sur ce point un héritage contradictoire : au plan économique, il a bien rêvé d'une unité des hommes, frères par les mêmes besoins que satisferait un grand système commun de production. Mais au plan politique, il a exalté le principe des nationalités et exaspéré en chaque peuple le sentiment de ses différences. C'est pourquoi on verra surgir, entre 1900 et 1950, un seul mais important phénomène nouveau que ni le libéralisme ni le socialisme du XIX^e siècle n'avaient su prévoir : le *national-socialisme*. Avec lui, la politique, c'est-à-dire la nation, réaffirmerait hautement ses droits sur l'économie.

On peut voir dans le protectionnisme douanier une trahison des principes libéraux. On peut dénoncer la folie du national-socialisme, qui prétendait, à l'heure des grands échanges croissants, faire vivre chaque nation en autarcie. Il reste que cette résistance, tantôt honteuse tantôt orgueilleuse, du facteur politique aux exigences de l'économie est beaucoup plus qu'un

accident. Elle témoigne de l'échec d'une doctrine qui a voulu — et voudrait encore — réduire l'homme aux seules dimensions de « l'homo economicus ». C'est cette lacune que le XX^e siècle doit s'ingénier à combler.

Promouvoir des hommes

L'ÉTAT est irrésistiblement amené à prendre dans l'activité économique une part de plus en plus grande. Il ne joue plus seulement ce rôle de réparateur que lui avait dévolu le socialisme, soit qu'il s'approprie les bénéfices des secteurs-clés de l'économie, soit qu'il procède par le biais de la fiscalité ou de la législation sociale à une redistribution des revenus. Il assume de plus en plus le rôle de producteur et se voit réserver les initiatives susceptibles de mettre, pour la première fois dans l'histoire, l'économie au service de l'homme. Les nationalisations répondaient à un impératif technique. Mais elles remplissaient aussi un service public le plus souvent incompatible avec l'impératif de la rentabilité. Lorsque l'Etat accepte d'amener l'eau, l'électricité, des transports dans un hameau, que fait-il sinon trahir l'économie au nom de la politique ? De même, il y a longtemps que l'agriculture est, dans tous les pays développés, soutenue par une politique commerciale délibérée. Là aussi les lois strictes de l'économie sont tournées. Elles risquent de l'être bien plus encore dans les années prochaines où, en France, le progrès industriel va entraîner des réformes profondes de structure. Au XIX^e siècle, la terre fut abandonnée par un grand nombre de paysans attirés vers les villes et les usines. C'est aujourd'hui le tour des mines de charbon, des chantiers navals, des usines d'aviation. Va-t-on assister aux migrations humaines d'il y a 100 ans ? *Les hommes vont-ils comme autrefois suivre les usines ?* Il apparaît au contraire que l'un des buts d'une « économie politique », au sens propre des mots, c'est de faire aller les usines aux hommes. Il est possible que l'électricité produite par l'usine marémotrice de la Rance soit pour l'instant plus chère que celle des centrales classiques thermiques ou hydrauliques. Il est certain que, dans l'état actuel de nos ressources énergétiques, la construction de centrales électriques nucléaires ne s'impose pas. Mais la politique a ses raisons que l'économie ne connaît pas. Aussi est-ce l'Etat, incarnation de la collectivité nationale et responsable devant elle, qui intervient pour mettre l'économie à son service. Il élabore à cet effet toute une politique fiscale et financière qui, par le biais des primes spéciales d'équipement ou des facilités de crédit, tend à corriger la rigueur inhumaine de la loi du profit.

La grande faiblesse de l'économie du XIX^e siècle c'est en effet d'avoir considéré l'homme comme un consommateur et jamais comme un producteur. D'où l'indifférence du capitalisme aux conditions souvent effroyables dans lesquelles travaillait l'ouvrier : ce qu'il cherchait, c'était provoquer et alimenter la consommation de biens. Le socialisme, de son côté, s'attachait exclusivement à répartir le moins injustement possible cette consommation. Nous découvrons aujourd'hui que l'homme est aussi un producteur et que les conditions, non seulement matérielles mais également familiales, culturelles, dans lesquelles il travaille ne peuvent être sacrifiées aveuglément aux seules considérations d'un accroissement quantitatif de la consommation.

Enfin, cette intrusion du facteur humain dans l'économie a une dernière conséquence. C'est la France qui, en instaurant la première les allocations familiales en 1945, a soumis l'im-

pératif sacro-saint du prix de revient du produit à la considération nouvelle du producteur, femme et enfants compris. Ce faisant, elle handicapait considérablement son économie et transgressait la règle d'or du libéralisme. C'est que, dès l'instant où l'on passe du produit au producteur, de l'objet à l'homme, bref de l'économie au politique, les lois changent. Quand il s'agit de faire des automobiles et des réfrigérateurs, ou même de construire les usines qui les fabriquent, il y faut relativement peu de temps. L'industrialisation accélérée de l'U.R.S.S., la mise sur pied d'une économie de guerre aux U.S.A. le prouvent. Par contre, si l'on veut « promouvoir » des hommes le rythme est beaucoup plus lent. Or le progrès avait jusqu'ici été compris comme celui des seuls biens matériels et tout lui avait été sacrifié. Le XX^e siècle découvre que l'homme voit croître aussi ses besoins sociaux, culturels, esthétiques. Il est même prêt quelquefois à faire passer ceux-ci avant ceux-là.

Le libéralisme pour sa part ignore ces biens qui, relevant de l'esprit, échappent à la comptabilité d'entreprise. Il bute donc sur l'homme et se trouve contraint de laisser l'Etat se substituer à l'initiative privée. Qu'il s'agisse du logement, de l'instruction, du loisir, de toute cette part de la vie humaine qui précède le travail avant 18 ans, lui succède après 60, ou se développe parallèlement à lui, le souci en revient de plus en plus à l'Etat. Celui-ci ne cesse de supplanter une économie incapable, par nature, de prendre en considération l'homme pensant. Il n'en résulte d'ailleurs pas qu'il doive, comme le socialisme le croyait encore il y a 50 ans, prendre en charge un jour prochain la totalité de la vie économique. Tout au contraire. C'est parce que subsiste un secteur privé, producteur de biens matériels, extrêmement soucieux de rentabilité, soumis à la loi rigoureuse de la concentration du capital et de la rationalisation du travail, que la collectivité peut dégager des bénéfices réalisés par lui les moyens coûteux qu'elle met au service de l'homme.

Le problème se trouve d'ailleurs compliqué quand il arrive, comme c'est le cas en France aujourd'hui, que les besoins nobles deviennent plus exigeants à un moment où les besoins matériels sont loin d'être satisfaits. Il est alors fort difficile de concilier les impératifs de l'économie qui régissent les seconds et ceux de la politique qui répondent aux premiers : d'où oscillation du pays entre libéralisme et étatsisme.

Le cas des pays sous-développés

CES remarques qui valent pour la plupart des pays hautement développés de l'occident européen ou atlantique trouvent également fondement dans l'évolution, depuis dix ans, des pays sous-développés. Ces peuples sont impatients d'accéder à l'indépendance politique au moment même où ceux d'Europe qui jouissent de la leur depuis des siècles découvrent dans les faits et ont mis depuis longtemps en doctrine l'étroite dépendance du politique à l'égard de l'économie.

Au plan de la théorie, l'Européen a raison. Mais s'arrêter là serait une fois de plus ignorer l'homme qui ne vit pas seulement de pain. D'ailleurs les peuples de notre continent ont eux-mêmes conservés longtemps des soucis politiques et nationaux même lorsqu'ils paraissaient se rallier à un économisme libéral qui les ignorait : l'exemple de l'Allemagne impériale, née modestement d'une union douanière, et qui versa si vite dans une mystique nationaliste, est frappant. Les peuples de couleur qui réclament aujourd'hui l'indépendance ne font donc que reprendre à leur compte ce principe des nationalistes, ou d'auto-détermination que nous leur avons enseigné.

Mais il y a plus. La plupart de leurs dirigeants savent bien que le développement économique est la condition première de toute indépendance. Or, pour se donner très précisément cette infrastructure qui leur fait encore défaut, pour mobiliser les masses en vue des tâches qui les attendent et les jeter au travail, il faut une *mystique* et celle-ci ne peut-être que *politique*. De même que les fondateurs de la puissance économique européenne ou américaine, navigateurs espagnols, banquiers allemands ou italiens, puritains anglo-saxons étaient animés par des mobiles qui dépassaient souvent de loin l'intérêt et se croyaient, comme l'a montré W. Sombart, investis d'une mission spirituelle, de même c'est en faisant appel à des principes moraux, philosophiques, parfois même religieux, que noirs ou jaunes espèrent convertir leurs peuples aux nécessités de l'économie et du travail. Après tout, les communistes russes ne s'y sont pas pris autrement qui ont mis une mystique nationale au service d'un système économique.

Cette primauté du politique sur l'économie devrait avoir la plus grande incidence sur les relations que les pays développés entretiennent avec ceux qui le sont moins et souhaitent le devenir. Aussi longtemps que le libéralisme prétendra rester fidèle à sa règle du seul profit matériel et refusera d'obéir à des motivations d'ordre politique, il échouera face au tiers monde. Il est bien vrai qu'investir dans des pays politiquement neufs et instables c'est courir un risque devant lequel le capitalisme du XX^e siècle recule souvent. Ce faisant, il oublie que son essor extraordinaire, il l'a dû au cours des siècles passés, à une série de périls courus et surmontés. Mais surtout il s'enferme dans un cercle car ce sont justement les investissements en hommes et en argent qui, en aidant au développement économique des pays jeunes, leur donneront des chances d'échapper à l'instabilité politique. Lorsque, après la seconde guerre mondiale, l'Amérique a renfloué l'Europe ruinée et menacée par le communisme, son geste avait un contenu exclusivement politique. L'intérêt économique ne le lui conseillait pas puisqu'elle risquait de fortifier une économie susceptible de rivaliser avec la sienne. Le même problème se pose aujourd'hui pour la France en Algérie : on sait les réserves que rencontre parmi les industriels français le projet d'installation d'un complexe sidérurgique à Bône. Les risques de l'opération leur paraissent grands. Or ces hésitations ne peuvent être vaincues que par une détermination *politique* du gouvernement français. Une fois de plus, c'est à l'Etat qu'il revient de faire valoir, à côté d'un capitalisme uniquement soucieux de profit, l'impératif supérieur de la politique. Puisqu'en démocratie il s'interdit la contrainte, il lui faut recourir à des mesures de fiscalité ou de crédit adaptées aux conditions particulières qui sont celles de l'Afrique du Nord.

L'Occident hésiterait-il sur cette voie que le défi de la Russie soviétique l'obligerait à s'y engager ! Les relations économiques de celle-ci avec le reste du monde sont entièrement subordonnées à des visées politiques. Le libéral orthodoxe ressent comme un scandale cette superbe indifférence aux lois du marché. Il oublie simplement que dans cet enjeu l'efficacité seule compte. Il serait grave que l'Occident s'endorme dans le confort intellectuel ménagé par le libéralisme américain.

Enfin, il est vraisemblable que les besoins du tiers monde imposeront au libéralisme, à côté d'une correction dans ses principes, une transformation profonde de sa *technique* même. L'idée selon laquelle le progrès économique entraîne inéluctablement la disparition de l'artisanat, la réduction des secteurs primaire et secondaire au profit du tertiaire, une mécanisation

croissante, etc., est encore si fortement implantée qu'on a pu croire qu'elle s'imposait à tous les peuples. Or les caractéristiques sociologiques, familiales ou politiques, présentées par un grand nombre d'entre eux, demandent au contraire d'*adapter l'économie aux hommes* parce qu'il est impossible ou dangereux d'adapter les hommes à une économie qui, dans les formes qu'elle a prises en Occident, leur est absolument étrangère. Exalter la machine là où règne un chômage endémique, négliger l'agriculture dans des pays qui souffrent de la faim, favoriser la concentration urbaine d'hommes aux traditions patriarcales, c'est violenter la nature et provoquer cette dramatique dégradation décrite par Germaine Tillon dans « Algérie 57 ». Loin de se donner en exemple, il faut que les pays développés aident ceux qui ne le sont pas à inventer les formes originales d'une économie adaptée à leur état.

Le rôle grandissant de la politique

LASSES de politique, les Français d'aujourd'hui et surtout de demain ne vont-ils pas sacrifier ses jeux estimés vains aux considérations plus sérieuses de la technique et de l'économie. En fait, cette coupure entre les deux plans chère au libéralisme a pu être pratiquée autrefois. C'était sous le Second Empire. Elle répondait à une phase de l'évolution du monde qui a duré près d'un siècle. Cette phase est désormais dépassée. C'est donc par le fait d'un inquiétant anachronisme que le gaullisme tend aujourd'hui à la ressusciter. L'homme qui est à la tête de l'Etat résume en sa personne toute la vie politique du pays. Il traduit et rehausse par l'éclat du verbe ce lyrisme national qui n'a cessé de la soutenir jusqu'à la griserie. Pendant ce temps les responsabilités économiques risquent de revenir à des « têtes techniciennes » que hante toujours le vieux rêve saint-simonien : substituer au gouvernement des personnes l'administration des choses.

Cette situation est dangereuse. La politique est appelée à jouer au travers de l'économie un rôle irremplaçable et grandissant dans la vie des hommes du XX^e siècle. Moyens militaires hier, économiques aujourd'hui, elle s'asservit tout. La part accrue que l'Etat ne cesse de prendre dans les économies réputées libérales le montre bien. La plupart des initiatives de l'Etat visent à réparer les troubles politiques qu'a provoqués un développement économique ignorant de toute autre loi que celle du profit. Si l'Occident (et surtout la France) croyait pouvoir s'appuyer en 1960 sur les principes qui triomphaient en 1860 pour aborder les gigantesques problèmes du XX^e siècle, il témoignerait d'une paresse d'esprit qui lui serait fatale.

Cette perspective donne en particulier tout son sens au débat qui oppose aujourd'hui en Europe les tenants du simple libre-échange à ceux qui demandent son intégration politique. Aussi bien est-il évident que le nationalisme reste extrêmement vivace. Ce mal politique, seuls des remèdes politiques en viendront à bout.

L'importance croissante des questions économiques, loin de disqualifier le politique, lui rend au contraire tout le poids qu'elle avait perdu lorsqu'elle se limitait en France à des débats d'idées. Il est inévitable que les exigences de la gestion économique pénètrent aujourd'hui et transforment nos mœurs politiques, car il n'est pas d'action profonde et à long terme sans un Pouvoir démocratique stable et doué de puissants moyens d'intervention.

Maurice BLIN.

LA COMMUNAUTÉ A L'HEURE DU MALI

QUE de soins, en cet été 1958, pour rédiger la constitution nouvelle ! Que de discussions autour du Titre VIII de la Constitution de 46, pour aboutir aux Titres XI et XII de l'actuelle ! Un Ministre d'Etat prépare un premier projet, le Garde des Sceaux en élabore un autre, le Conseil des Ministres arbitre, la C.C.C. amende et corrige. Tous ces travaux pour aboutir à quelques articles souples et qui semblent permettre des situations variées. Pourtant, la Constitution ainsi rédigée pose une option : ou la Communauté ou l'Indépendance. Pour avoir refusé la Communauté, la Guinée est rejetée avec fracas dans les ténèbres extérieures d'une indépendance inconditionnelle.

Un an et demi a passé : la seule situation exclue par la Constitution, « l'indépendance dans la Communauté », devient la structure même de cette Communauté. L'option interdite se fait la règle. Les juristes en ont trouvé la méthode : les transferts des compétences communes. Nous n'apporterons ni blâme, ni louange. Nous constaterons simplement que cette évolution est apparue inéluctable. Etait-elle évitable ? La Communauté telle qu'elle est sortie du Référendum portait plusieurs péchés originels. Elle était entachée par le départ de la Guinée, constant chantage sur son développement. On n'avait pas su saisir l'occasion de la Constitution nouvelle pour démystifier l'indépendance. Celle-ci gardait encore un peu une saveur de fruit défendu. Mais surtout la mise en route fut defectueuse. Le Général de Gaulle dit quelque part dans ses mémoires qu'il ne s'est jamais trompé dans ses prévisions, mais parfois dans l'action. C'est le cas. La conception était bonne. L'exécution ne fut pas suivie. On éclata le Ministère de la France d'Outre-Mer sans savoir ce qu'on ferait des morceaux. On détruisit les Fédérations sans avoir prévu leurs organismes successeurs. Les premiers pas de la Communauté se firent dans un chaos administratif. Sous sa forme première, elle ne devait pas s'en relever.

Dans un monde en transes

Tel n'est pourtant qu'un aspect des choses. Sans doute toute institution a-t-elle pour destin de ne pas s'adapter au continent africain dans ses transes. A la suite de négociations avec le Mali, avec Madagascar, avec d'autres encore, la Communauté aura changé de forme. Seule la souplesse en permettra la durée, comme ces immeubles conçus pour résister aux séismes. Mais que de troubles encore, que de traumatismes. En un an, je viens de parcourir, à trois

reprises, tout ce Continent. D'un voyage à l'autre, il avait changé. Dans ses mutations perpétuelles, il ne se saisit plus lui-même. Des choses, obscures pour lui comme pour nous, se préparent. Les vieilles sociologies remontent par les fentes du vernis colonial, les luttes tribales renaissent. Le poids des villes s'accroît sur des campagnes appauvries. Courageux, certains hommes d'Etat le dénoncent. Ils tentent même d'y remédier, conjurant des jacqueries presque inévitables. L'Afrique est indépendante : l'Africain est-il plus heureux ?

Il a choisi son destin. Ou peut-être l'Histoire, sous la forme de la guerre d'Algérie, l'a-t-elle choisi pour lui. La guerre d'Algérie a tout secoué dans l'Afrique d'expression française, et si profondément qu'on ne vous en parle presque jamais. Mais chaque phase de ce combat a retenti et retentit encore. La France durcit-elle sa politique algérienne, l'Afrique Noire redoute un retour du colonialisme. Assouplit-elle ses positions, on guette les mouvements de sa faiblesse. Avec, pour compléter ces sentiments très complexes, une certaine revanche psychologique à la fois contre l'Afrique du Nord, fascinante et exécrée, et contre la France. Revanche contre l'Afrique du Nord : sentiment d'une supériorité que d'avoir abordé sans heurt les rives de l'indépendance. Revanche contre la France : proposer de façon constante à la puissance hier coloniale une médiation, dût celle-ci ne jamais devoir être acceptée.

Il ne s'agit, répétons-le, ni de blâmer, ni d'approuver. Nous constatons. Et cette constatation s'impose, en forme de froide analyse, si nous voulons voir comment la France doit se comporter. Au temps du Mendésisme, on a beaucoup répété que « gouverner c'est prévoir ». On a tiré de cette maxime une éthique de l'activisme politique. Or, à prétendre prévoir, bien souvent on précipite des événements peut-être évitables. Volontiers, les tenants de cette doctrine citent en argument l'exemple anglais. Curieuse ignorance, car justement la Grande-Bretagne ne prévoit jamais : elle s'adapte. De son exemple, on tirerait plutôt la maxime (et M. Paul Mus le fait dans son livre sur le Vietnam) : gouverner c'est s'adapter.

Des erreurs à ne pas commettre

D'abord les erreurs à ne pas commettre. Le Général de Gaulle en a évité une à Saint-Louis : s'attacher à des liens formels. Voici vraiment le point où gouverner est s'adapter. Ni son Conseil Exécutif, ni son Sénat, ni aucune de ses institutions n'ont fait ou ne feront la Communauté. Tout

L'indépendance n'est pas incompatible avec l'association dans la Communauté.

au plus, ces formes juridiques l'exprimeront-elles quand elle aura pris consistance. En 1958, et depuis lors, on a trop cru le Droit créateur. Les membres du Conseil d'Etat se sont comportés comme les agrégés en 1946.

Ne pas s'attacher à des liens formels, donc, mais encore plus ne pas sembler vouloir les acheter par des avantages économiques. Nos partenaires, ainsi contraints, ne nous le pardonneraient pas. Ils ne doivent supposer chez nous aucune arrière-pensée. Or, l'Afrique ne croit pas à la gratuité, et ce faisant, sans doute ne se trompe-t-elle pas. C'est donc contre des avantages économiques que nous devons négocier nos différentes aides économiques. Nous y reviendrons.

Autre erreur serait de prendre certaines structures économiques pour des structures politiques de remplacement : ainsi de la zone franc. Par une aberration curieuse nous avons cru, et nous avons fait croire à nos partenaires, que leur entrée dans la zone franc était une grâce immense qu'ils nous concédaient. Nous avons agi comme si nous y trouvions prestige et poids politique. Or, la zone franc est et doit être uniquement un moyen d'assurer la co-prospérité de ses participants. Elle est et doit être une zone mutuelle de croissance économique. Elle est également pour nos partenaires une aide monétaire. Sans doute, les avatars du franc le leur ont-ils un peu voilé. Inflation et zone monétaire sont des notions contradictoires. Pourtant, ils en ont tiré large profit, non seulement par la manne de devises répandue par la métropole, mais, et le fait est moins connu, sur le plan de

la trésorerie. Sait-on que la fameuse impasse budgétaire, que de 1.200 milliards M. Gaillard puis M. Pflimlin s'efforcèrent de ramener à 600 milliards (et cette aventure ne contribua pas peu à la mort de la IV^e République) était pour les six dixièmes une impasse des trésoreries d'outre-mer ? Et quand, bénéficiaire de l'autorité du général de Gaulle, M. Pinay ramena enfin cette impasse à 690 milliards, la part métropolitaine n'était plus que de 70 milliards tandis que cette impasse de trésorerie, pour l'outre-mer, restait de 620 milliards.

Nous ne versons pas ces chiffres comme un flot de supplément dans le courant cartiériste, mais comme un rappel de sacrifices économiques consentis par la Métropole, pour employer un ancien mot, et surtout en vue de placer la zone franc, non parmi les avantages que la France tire de ses partenaires, soit en prestige, soit en crédit, mais parmi les charges qu'elle en supporte.

Contre le cartiérisme, l'échange

Notre dessein va au contraire à l'inverse du courant cartiériste, surtout de celui qui n'ose pas dire son nom et qui tient lieu de doctrine à la plus puissante de nos Administrations. Dans cette maison très digne, la consigne est de ne rien demander à nos partenaires pour leur donner le moins longtemps possible. Nous pensons, pour notre part, que nous devons échanger pour pouvoir donner et, qu'ainsi, la Communauté se fondera sur l'échange.

On parle légèrement de toutes ces choses, et même des personnages fort graves. Résoudre les problèmes est facile

quand on en supprime les données. Ont-ils envisagé, ces personnages fort graves, ce que deviendrait le continent africain abandonné à lui-même *au milieu de son développement* ? Car le redoutable c'est qu'il a entrepris son développement. Economie traditionnelle et société traditionnelle sont éclatées. Le sous-prolétariat est né dans les villes. Abandonnée à elle-même et dépourvue d'aide, l'Afrique poursuivrait ce processus de développement. On ne reviendrait pas à la tribu, mais il se poursuivrait dans le sens de la *clochardisation*, pour reprendre le mot de Mlle Germaine Tillion. Une certaine industrie d'exploitation pourrait, vaillamment que vaillamment, continuer de se monter. Redresser ce faux développement doit déjà être l'objet de notre aide comme de la planification nécessaire. Laisée à son destin, l'Afrique ne serait plus que faim et capitalisme.

Car, sauf à Madagascar, nous ne serons pas remplacés. A Madagascar, l'avenir paraîtrait tout simple : l'île ne serait bientôt plus qu'une annexe au subcontinent indien, la population malgache étouffée. En Afrique, les capitaux peuvent sembler vouloir affluer. On courtise, de toutes parts, la Guinée. Mais n'est-ce pas pour influencer à bon compte sur tout le continent ? Que notre aide cesse, chacun d'abandonner l'Afrique à son chaos.

Gare à « l'économie du don »

En suivant les conseils que M. Cartier (après s'être d'ailleurs un moment rétracté) recommence de lui prodiguer, la France, et derrière elle l'Europe, commettraient une très mauvaise action en même temps qu'un très défectueux calcul. Mais, plus généreuse, une aide qui resterait purement unilatérale, qui n'exigerait pas de contrepartie, qui se prétendrait gratuite, ne serait qu'à peine moins pernicieuse. Un des pires tours que nous puissions jouer à l'Afrique, comme à nous-mêmes, serait d'y substituer à l'économie de traite, heureusement en disparition, je ne sais quelle économie du don qui ne serait jamais encore qu'une économie de subsistance. Bien mauvais tour que nous nous jouerions, surtout si le don comporte quelque contrepartie politique, car vis-à-vis de nous ce ne serait qu'économie de la mendicité pour ne pas dire du chantage. Bien mauvais tour que nous jouerions à nos partenaires, en ajoutant à la clochardisation des individus celle des Etats.

D'autant que, sans contrepartie, notre effort d'assistance serait sans durée. La première des contreparties exigibles, et qui constitue la condition même de l'aide, est que l'Afrique demeure pour nos produits un marché. Sans cet élément de prospérité, nous serions incapables de poursuivre notre assistance. Je sais que des esprits très forts expliquent que le commerce de la France avec la zone franc ne représente que 30 % de son commerce extérieur qui, lui-même, ne représenterait que 10 % de son commerce global. Rien n'est dangereux comme les économistes en chambre, sinon les théologiens. En effet, le raisonnement vaudrait dans un monde abstrait et mathématique. La réalité est tout autre, et les grands chiffres, en économie, ne sont que pièges. Le courant commercial avec l'Outre-Mer peut ne représenter que 4 ou

5 % de l'activité française. Mais d'abord on ne doit pas oublier que le seuil entre la récession et la prospérité est encore beaucoup plus étroit. En outre, cette activité française n'est pas une formule désincarnée, mais la somme, en elle-même, à peu près sans signification, d'activités très concrètes. Ces 3, 4 ou 5 %, pour le textile sont 20 %, autant pour la mécanique et l'automobile. C'est dire la crise de ces industries en cas de fermeture du débouché. Cette crise se répercuterait dans toutes les régions où elles sont implantées. Diminuant les heures de travail, elle restreindrait le pouvoir d'achat et retentirait sur les autres branches. Un processus serait enclenché qui démontrerait, mais un peu tard, à nos beaux esprits que l'économie n'est pas affaire de disputes d'école sur les grands chiffres. Et, au bout de cette crise, M. Raymond Cartier triompherait et elle serait bien finie notre assistance économique aux pays d'Outre-Mer.

Une trilogie de néologismes

En efficacité comme en morale s'impose la réciprocité économique. Elle s'impose selon une double démarche. Nous exprimerons la première de ces démarches par une trilogie de néologismes, tous plus hideux les uns que les autres : « totalisation, globalisation, consolidation ». Notre premier devoir est de voir clair dans l'aide que nous apportons aux pays d'Outre-Mer, et de ne plus tolérer qu'elle soit détournée de sa fin. Pour éviter le contrôle parlementaire et les remous de l'opinion, les gouvernements de la IV^e République se sont efforcés que cette aide n'apparaisse pas au budget. Tout est voilé, masqué. Prenons-en un exemple : la France alimente les caisses de soutien des cours des matières premières agricoles produites par les pays d'Outre-Mer : café, cacao, coton, arachide, etc... Cette politique est excellente. Que leur économie soit suspendue à quelques produits à caractère spéculatif, dont les cours sont soumis à des constantes variations, qui sont en surproduction dans le monde, est vraiment la malédiction de nos pays d'Outre-Mer. Etaler, contrôler, amortir ces variations est la meilleure assistance qu'on puisse leur apporter. Malheureusement, cette politique de soutien a été victime de deux sortes de détournements. D'abord, en période de prospérité, l'Administration française n'a eu que trop tendance à considérer ces caisses de soutien comme un budget « noir » annexe. On a bâti des routes, sur ces fonds, et bien d'autres choses. On le fait encore. Quand sont venues les années difficiles, les caisses étaient à vide. Autre détournement : les droits de sortie que les Etats africains prélèvent sur ces mêmes produits. La France verse cinq ou six francs de subvention au kilo pour permettre que ces produits soient vendus au cours mondial. Mais, parallèlement, les Etats africains prélèvent ces cinq ou six francs au kilo à titre de droit de sortie. La subvention à la production se transforme ainsi en pure subvention d'équilibre budgétaire, simplement sous un autre nom, et cela aussi bien au détriment du contribuable français que du paysan noir. Ces procédés de camouflages ont dissimulé à nos concitoyens l'effort qu'on leur demandait. Mais ils l'ont dissimulé également au bénéficiaire africain. On ne permettra une image un peu vulgaire : « La chatte n'y re-

trouve plus ses petits, mais les chatons n'y retrouvent plus leur mère. » Sans doute est-ce avec le Maroc que cette politique de camouflage a revêtu et revêt son caractère le plus pernicieux. On refuse à fracas de contribuer au plan d'équipement de ce pays. On l'irrite à très spectaculairement le sevrer de quelque cinq ou dix milliards. Les citoyens marocains, en toute bonne foi, considèrent que la France ne fait plus rien pour eux. Seulement en même temps la France déverse, en fait, sur le Maroc, quelque soixante-cinq milliards, soit plus de la moitié du budget annuel de ce pays. Elle refuse de concourir à l'équipement, mais ses dépenses dites « consulaires », dans lesquelles entrent des dépenses aussi directement en faveur du Maroc que l'intendance de l'Armée Royale, atteignent quelque cinquante milliards, tandis que la franchise douanière, très largement accordée à l'entrée en France des produits marocains, représente quelque quinze milliards par an de droits de douane non perçus, cela, pendant l'année même 1959, où le Maroc prélevait sur les importations françaises une taxe discriminatoire de 10 % qui, finalement, aboutissait à une subvention budgétaire de 4 milliards versés par l'industrie française au trésor marocain ! On connaît la politique du Gouvernement marocain vis-à-vis de la France. Serait-elle la même si l'aide française, au lieu d'emprunter ces canaux détournés, se présentait massive et sous son véritable nom ? M. Ibrahim y regarderait à deux fois. Et nous n'avons cité le Maroc qu'à titre d'exemple.

Cette clarification ou totalisation effectuée, il importerait de « globaliser ». Nous avons eu le tort dans le passé — et pour une part au moins dans le présent — de toujours aborder nos négociations avec nos partenaires point de détail par point de détail. Dès lors que nous ne totalisons pas notre aide, il ne pouvait guère en être autrement. Dès lors, nous sommes apparus d'éternels quémandeurs, cherchant toujours à reprendre un peu de ce qu'ils avaient cédé et incapables de toute concession un peu large. Discutant épisode par épisode, nous avons semblé vouloir soumettre nos partenaires à une constante pression.

L'absence de toute globalisation n'a d'ailleurs pas toujours empêché de dangereuses confusions entre des différents domaines. C'est ainsi que dans les récents accords franco-maliens, l'assistance en personnel est incluse dans l'assistance financière. Le Mali a donc intérêt à recourir le moins possible à l'assistance française en personnel et à demander les techniciens que la Tchécoslovaquie lui propose à titre économiquement gratuit (mais non politiquement gratuit, sans doute). Ainsi, l'aide financière sera plus ample... tandis que la France perdra ce moyen d'influence réelle qu'est la présence de ses techniciens. On demeure pantois devant de pareilles aberrations.

Enfin, *consolidation*. Nos partenaires désirent être assurés d'une aide qui s'étend sur plusieurs années. Leur souci est légitime. On ne bâtit pas un plan d'équipement sans être assuré de ressources durables. La France se devrait de le comprendre. C'est un fait aussi que nos partenaires ont une espèce de « mystique du plan ». Comme souvent en Afrique,

c'est là une idée force qui tourne au mythe. La France va contre son intérêt en allant inutilement à contre-courant, en se refusant à s'engager pour plusieurs années, quitte à ne pas demander de contrepartie.

Contre le paternalisme

Ne rien recevoir pour ne rien donner : telle paraît être la consigne dans certaine vieille Maison dont l'influence persiste de République en République. Nous retrouvons son cartiérisme larvé. Car à cette aide consolidée la France serait en droit, je dirais même en devoir, de demander des contreparties. Nous l'avons déjà dit. C'est au-delà de la trilogie « totalisation, globalisation, consolidation », la seconde démarche à s'imposer. A notre aide consolidée devrait correspondre une contrepartie consolidée, sous forme de préférence tarifaire, assurée pour plusieurs années, de liberté contingente, de liberté des transferts, et cela par de véritables accords donnant donnant. Dans une récente communication à l'Institut des Sciences Morales, M. Luc Durand-Reville a fait très justement valoir que l'assistance économique et technique exige, pour revêtir sa valeur, une contribution active de ses bénéficiaires. Cette contribution active est nécessaire, en tout cas, pour enlever à l'aide de la France tout caractère paternaliste. Au fond, en utilisant le mot « contrepartie », nous avons employé un terme inexact. C'est plus encore. Il s'agit, en fait, de non plus aider nos partenaires, mais de les rendre aptes à s'aider eux-mêmes. Quand, par préférence, ils achètent un pagne français ou une bicyclette française, contribuant à la prospérité commune, c'est en fait une petite pierre de leur barrage ou de leur centrale électrique qu'ils posent eux-mêmes. Le pays industriellement développé, la France devient en quelque sorte le relais et le catalyseur d'une opération d'émergence qu'en réalité les Etats d'Afrique effectuent eux-mêmes. Telle devrait être, du moins nous semble-t-il, la doctrine de l'aide économique au sein de la Communauté.

Et alors pourrait naître une Communauté qui ne soit pas simplement formelle. Le lien juridique entre ses Etats devient extrêmement mince. Peu importe si se créent d'autres solidarités. Peu importe si, à des institutions qui n'ont jamais trouvé assise ni consistance, se substitue un système de rapports bilatéraux capables de créer assez d'échanges pour que les réunions non juridiques, non dénommées, de la nouvelle Communauté cessent d'être conférences protocolaires pour devenir le lieu de vrais débats sur les problèmes concrets.

Cette voie, malheureusement, nous n'y sommes que peu et mal engagés. Les traités franco-malgache et franco-malien comportent de bonnes dispositions. Mais on n'y sent guère de doctrine sinon que la crainte panique de s'engager, que conservent certains services. L'orientation donnée par le chef de l'Etat reste bonne, l'application entre les routines et les cartiérismes larvés continue d'être défectueuse. Malgré la hauteur de vue de son président, malgré la bonne volonté de nos partenaires, la Communauté sera-t-elle mise en échec par l'inertie de la Métropole ?

Pierre SOLESME.

De la formation de l'intelligence

Ce texte est la conférence prononcée par Pierre-Henri Simon à l'occasion de la soirée pédagogique organisée par les Grandes Conférences Catholiques de Bruxelles, le 3 mars. Tandis que Maurice Herzog, Haut Commissaire à la Jeunesse et aux Sports, traitait de l'Education physique, et le R.P. Liégé, chargé de cours à l'Institut Catholique de Paris, de l'éducation de l'âme, notre ami avait été chargé de poser le problème de la formation de l'intelligence dans les circonstances du monde moderne.

J E commencerai ce propos par deux citations qui en poseront les dimensions générales. « *L'agir humain, a écrit Jacques Maritain, dans ses Réflexions sur l'Intelligence, est humain dans la mesure où il procède de la raison, de la pensée qui cherche les causes, nombre et nomme les choses, règle le désir et juge ce qui est.* » On ne saurait rien dire qui situe mieux l'importance de la formation intellectuelle dans l'éducation : elle concerne l'être humain en son centre, là où il est conscience, connaissance et liberté ; l'usage qu'il fera de son corps, la délivrance qu'il saura ou ne saura pas accomplir de son âme dépendent pour une large part de cette somme de principes, de notions et d'aptitudes qui aura été fournie à son intelligence pour l'informer et l'exercer. Et voici l'autre texte, qui vient d'une toute autre région philosophique puisque je le prends chez Alain, dans ses *Propos sur l'Education* : « *Si l'art d'instruire ne prend pour fin que d'éclairer les génies, il faut en rire, car les génies bondissent au premier appel et percent la brousaille. Mais ceux qui s'accrochent partout et se trompent sur tout, ceux qui sont sujets à perdre courage et à désespérer de leur esprit, c'est ceux-là qu'il faut aider.* » Telle est l'autre vérité fondamentale qui doit éclairer nos réflexions de ce soir : la pédagogie n'est une science ou plutôt, comme la médecine, un art fondé sur une science, qu'autant qu'elle concerne tous les individus, non pas seulement les exceptionnellement doués, car ceux-ci trouveront toujours leur chemin, mais la vaste et perpétuelle recrue de ceux qui arrivent à l'existence avec des dons inégaux et divers ; à tous, il faut offrir le secours d'une méthode pour aider chacun à accoucher sa personnalité, à épanouir en pouvoir et en joie ses virtualités créatrices, conformément à la nature de l'homme.

DESTIN DE LA PERSONNE ET PROBLEME DE LA CIVILISATION

Ainsi, d'une part, la question de la formation de l'esprit intéresse éminemment le destin de la personne, car

il s'agit d'allumer dans la conscience de l'enfant les feux qui orienteront son penser et son agir ; et, d'autre part, elle n'est pas séparable d'un problème de civilisation, car tous les hommes, dans tous les Etats, à tous les niveaux d'intelligence, doivent pouvoir s'accomplir et se rencontrer dans un humanisme, c'est-à-dire dans une idée de leur humanité.

A prendre les choses très généralement, qu'est-ce que former l'esprit ? C'est d'abord l'informer, lui donner, au fur et à mesure qu'il peut les assimiler, les connaissances qui fondent l'action. Il est évident que chaque individu ne peut refaire pour son compte la science et la morale : il devra, certes, tout repenser par lui-même de ce qu'il aura reçu, faute de quoi, il ne serait pas une personne, mais il devra d'abord avoir reçu. Seulement, pour penser, pour accéder à une idée personnelle des choses, pour faire progresser, dans la mesure du possible, les sciences, les arts, les techniques et la morale même, il faudra que son esprit ait acquis une force, une souplesse, une aptitude critique : il n'aura pas suffi de l'informer, il faudra l'avoir exercé. Or, plus l'élève est neuf, plus cet impératif d'exercice a d'importance ; plus tard, on pensera davantage à le rendre savant, mais tout d'abord mettre l'accent sur la gymnastique du jugement, car il importe que le maître commence par faire du cerveau un bon instrument, qui raisonne bien, qui possède les éléments et les principes, le mécanisme du langage et de la logique (*logos* voulant dire l'un et l'autre) ; et s'il faut, dès le premier moment, fournir à la pensée des connaissances, sans doute voudra-t-on que celles-ci soient d'abord les plus simples, les plus ordinaires, les plus utiles, celles que produit le sens commun ou qui correspondent à la sagesse du milieu ; les notions scientifiques, les connaissances abstraites, éloignées de l'expérience et de l'utilisation immédiate, à plus forte raison les connaissances spéciales, propres à fonder une compétence particulière, ne viendront que plus tard. Et sans doute, attend-on que j'appelle ici Montaigne, la culture recherchée non tant pour « commodités externes » que pour la forme

de l'intelligence cultivée, les études dont il faut sortir « habile homme » plutôt « qu'homme savant », le précepteur choisi pour sa tête « bien faite plutôt que bien pleine ». Oui, je renvoie à ces phrases dorées, qui posent le principe de la pédagogie humaniste et qui, bien que consacrées à l'éducation aristocratique d'un « *enfant de maison* », ne laissent point d'être applicables à toute expérience pédagogique, quel qu'en soit le niveau intellectuel et social.

Je n'y mettrai qu'une nuance, c'est de rappeler, dans la phrase de Montaigne, les mots que l'on omet généralement : « *Choisissez un conducteur qui eût plutôt la tête bien faite que bien pleine, et qu'on y requit tous les deux* ». Qu'on y requit tous les deux : le parti justement pris d'orienter l'instruction sur l'exercice du jugement plutôt que sur la charge de la mémoire, et d'exiger « *les mœurs de l'entendement plus que la science* », n'a jamais impliqué pour Montaigne ni pour aucun humanisme de bonne race, une indifférence aux connaissances et à l'étoffe de la pensée : l'apologie de la tête bien faite ne saurait être l'excuse de la tête vide, conséquence qu'une certaine paresse en a parfois tirée. Il est trop évident que l'esprit n'est pas un moulin qui puisse tourner sans rien moudre, ou du moins, s'il le fait, c'est un passe-temps bien superflu et bien dangereux, si jolie que soit la musique. La faculté critique ne peut s'exercer que sur une matière objective, et s'il est vrai que l'éducateur doit choisir celle-ci selon un critère de complexité progressive, encore faut-il qu'il la donne à l'enfant. Je dirai même qu'il ne suffit pas de justifier les connaissances comme matières à exercer le jugement : elles ont intrinsèquement, dans la formation de l'esprit, leur valeur et leur utilité. C'est le naturalisme de Rousseau qui a mis en circulation l'idée contestable que l'intelligence de l'homme est plus belle et plus forte dans sa virginité ; qu'elle doit n'apprendre que ce qui lui paraît immédiatement utile et ne savoir que ce qu'elle découvre, ou ce que son précepteur ingénieux la conduit subtilement à découvrir : en vérité, l'enfant est un héritier, et l'idée même de civilisation n'est pas séparable de celle d'un patrimoine continuellement accru et transmis, de telle sorte que chaque génération bénéficie de l'expérience de toutes celles qui l'ont précédée, pour concevoir sa sagesse et posséder sa science, et pour faire à son tour un pas en avant. Ce qui veut dire que l'esprit de l'enfant doit recevoir, au fur et à mesure qu'il a la force de les digérer, (et cette force grandit par l'acte même d'apprendre) les connaissances qui font de lui un homme de son temps, riche de ce qu'il a reçu de la suite des temps, un civilisé, un fils, en possession de son patrimoine. Il est même vain de croire qu'à cette acquisition l'expérience suffira, et la curiosité spontanée, et la liberté du choix, et tout ce que préconisent avec raison mais parfois d'une manière dangereusement exclusive, les systèmes de pédagogie active et concrète : il y faudra les livres, la leçon apprise, l'autorité du maître, la réflexion volontaire, l'effort de l'esprit qui domine le concret multiple par l'abstrait simplificateur.

CULTURE GENERALE ET CONNAISSANCES TECHNIQUES

Nous apercevons la première ambiguïté qui surgit devant l'instituteur des intelligences. Il doit d'abord, comme le maître de gymnastique devant les corps, ou comme le directeur de conscience devant les âmes, les développer selon les formalités de leur nature ; il doit les entraîner à bien juger, à raisonner par ordre, à s'exprimer clairement, les pourvoir d'idées simples et utiles pour se conduire dans l'existence de tous les jours et pour communiquer avec les hommes ; les orner aussi, développer leurs goûts esthétiques et cette finesse, cette élégance qui met les nuances dans la pensée, l'humour dans les débats, l'agrément dans la conversation — en un mot, leur donner une culture générale. Il doit aussi, ou plutôt en même temps, les charger de science, leur enseigner l'histoire, les langues et les littératures, la philosophie, le droit, les mathématiques, la physique ; les équiper ou du moins les préparer à s'équiper pour la compétence spéciale de la profession et du métier. Ce sont des buts sans doute complémentaires mais profondément distincts, et, dans la pratique, il n'est pas toujours commode de les poursuivre ensemble. On connaît les palabres infinis et toujours renouvelés, surtout au niveau de l'enseignement secondaire, entre ceux qui mettent l'accent sur la valeur de la culture générale, défenseurs des disciplines formatrices et inactuelles, en particulier des langues mortes et des humanités classiques, et ceux qui affirment, au contraire, l'urgence d'orienter de bonne heure l'esprit de l'enfant sur les problèmes du jour, de l'informer de l'état des sciences et des techniques, d'en faire le plus tôt possible un homme moderne porteur de la conscience et des connaissances de son époque. Ce vieux conflit, qui s'appelait déjà, à la fin du XVII^e siècle, la querelle des anciens et des modernes, n'a pas fini de diviser les pédagogues, et il répond justement à ce paradoxe que nous constatons comme inhérent à toute institution de l'intelligence : elle doit lui donner une forme et un contenu, développer des qualités universelles et des qualifications spéciales, cultiver le désintéressement et l'efficacité. Si l'école est, selon l'éthymologie, le lieu du loisir, la palestine vouée aux purs exercices de l'esprit à l'entraînement critique, esthétique et oratoire, elle tient l'enfant trop loin des réalités qui le pressent, elle le prive trop longtemps des instruments de l'action ; mais si, pour ouvrir l'école sur le monde, on y fait entrer trop tôt les connaissances spéciales et les problèmes actuels, on accable la mémoire, on laisse le jugement et le goût en jachère, on casse et on sépare les intelligences, on manque l'humanisme.

Ai-je besoin de dire que ce paradoxe est plus particulièrement sensible et déchirant dans le monde d'aujourd'hui ? Cela pour deux raisons. D'un côté, le développement inouï des procédés d'information, presse, radio, télévision et toutes les techniques publicitaires de l'image, rendant l'homme moderne, et dès l'enfance même, redoutablement conscient de l'actualité, obsédé par elle ; nous

savons, professeurs, combien il est difficile d'en détourner nos élèves, et surtout nous sentons combien il est important de les préparer à se reconnaître sans retard dans le maquis des options politiques, sociales et morales proposées quotidiennement au jeune homme par le journal par le livre, par le film et le théâtre. D'un autre côté, nous vivons à l'ère de la science et de la vie technique, l'action des individus, la prospérité de nos nations, le mouvement de la civilisation, sont immédiatement liés au développement et au gouvernement des sources d'énergie naturelle, au perfectionnement des machines, et aussi au fonctionnement de mécanismes sociologiques toujours plus complexes et d'une portée toujours plus large ; en sorte qu'il apparaît impossible et déraisonnable de conserver des jeunes gens jusqu'à dix-huit et vingt ans sans les initier aux disciplines scientifiques et techniques profondément intégrées à la culture de l'homme moderne, sans les informer aussi sur les structures et sur les problèmes de la société sans leur apprendre ce que sont un syndicat, une entreprise, un trust, une nation, sans leur décrire les grands organismes internationaux, sans les rendre conscients des questions à la fois politiques et humaines que pose l'inégale répartition de richesses entre les classes et entre les peuples. On ne peut pas imaginer une pédagogie du XX^e siècle qui mettrait entre parenthèses la formation scientifique, technique, politique et sociale d'un homme appelé à être non seulement un témoin conscient mais un acteur solidaire dans une des plus dramatiques époques de mutation qu'ait traversées l'humanité. Et cependant, c'est justement parce que la civilisation moderne tend à accabler l'esprit sous la masse des idées et sous la marée des images qu'il importe plus que jamais de former avec rigueur le jugement ; c'est parce que les conditions de la pensée et du travail tendent de plus en plus à séparer les intelligences en équipes spécialisées qu'il convient de leur donner une base de notions universelles et de convictions communes ; c'est parce que l'humanité d'aujourd'hui est emportée à une rapidité vertigineuse vers les aventures d'un avenir inconnu qu'il est nécessaire de la rendre consciente de son passé, de sa durée, de la permanence de ses valeurs ; et c'est parce que nous sommes portés par une civilisation obsédée d'efficacité historique que nous devons imprégner les esprits des impératifs moraux transcendants à l'histoire et liés à la nature spirituelle de l'homme. Voilà donc bien notre problème, notre contradiction : jamais il n'a paru plus opportun, et même plus inévitable, d'orienter la formation et l'intelligence sur l'action et sur l'actualité, sur la puissance de l'ingénieur et du *manager* — et jamais, en revanche, il n'a été plus urgent de sauver, dans cette formation, l'antique notion d'humanisme, de culture générale, qui relie les hommes entre eux, qui établit l'espèce humaine dans la permanence de sa nature et dans la fidélité à son histoire.

MODERNISER L'HUMANISME

Serré par le peu de temps qui m'est imparti, je n'ai voulu que poser en termes généraux la question que nous

rencontrons dès que nous voulons former l'intelligence des générations nouvelles. Il est évident que la solution ne peut être que de synthèse, et qu'il faut vouloir tenir les deux bouts de la chaîne, concilier l'actuel et l'intemporel, l'efficace et le gratuit, la spécialisation et l'universalité, la technique et la culture : ce qui conduirait pratiquement à débattre des questions de programmes, d'horaires, d'organisations des études, et je ne puis m'engager dans ce dédale. Au moins, constaterai-je que, pour le moment, le problème, qui concerne les enseignements des premier et second degrés d'une façon plus dramatique que l'enseignement supérieur (encore que celui-ci n'échappe pas à l'alternative de la recherche scientifique pure ou appliquée, ni à celle d'instruire ou de découvrir ce problème) apparaît mal résolu. Je vois, en effet, dans nos pays occidentaux, les responsables de l'éducation nationale se plaindre de ce que les disciplines de culture, lettres et droit, demeurent aujourd'hui encombrées alors que trop peu d'étudiants vont vers le laboratoire et l'atelier, ce qui semble indiquer que, dans leurs premières études, l'impulsion vers la technique a été insuffisante ; cependant, on entend les directeurs des écoles scientifiques et techniques aussi bien que les grands hommes d'affaires se plaindre de recevoir des ingénieurs et collaborateurs d'une bonne compétence spéciale, mais insuffisamment cultivés, inégaux à dominer une question générale, incapables de rédiger correctement un rapport : ce qui donne à penser que le but purement formateur de la pédagogie a été mal poursuivi, la tête n'a pas été bien faite, le mécanisme logique a été incorrectement monté, les notions élémentaires de la pensée n'ont pas été fournies. Si d'ailleurs, nous considérons le domaine propre de la culture, celui où nous font pénétrer la conversation de nos contemporains et les livres de nos écrivains, spécialement des jeunes, ne sommes-nous point frappés tantôt par une affligeante inculture, tantôt, au contraire, par une grande richesse de points de vues et de connaissances, parfois par le brillant et la virtuosité de l'esprit, mais qui coïncident avec une sorte d'impuissance à suivre un raisonnement, à asseoir un jugement, souvent même à construire une phrase ? La pensée de l'homme du XX^e siècle tend à devenir à la fois brillante et confuse, rapide et incohérente, vaste et superficielle, l'intelligence fonctionnant à la manière d'un kaléidoscope qui agite une multitude de fragments colorés mais ne forme plus de figures essentielles. Même un esprit de grande vigueur et de parti-pris cartésien comme Valéry, n'échappe pas toujours à ce dilettantisme supérieur. Mais que dire des génies présomptueux qui, depuis trente ou quarante ans, se montrent admirablement et mortellement habiles à réduire en éclats le miroir de la pensée ? Dans ce désordre proprement intellectuel, comme dans celui qui fait des ingénieurs sans culture ou qui rejette vers une culture formelle et inefficace des lettrés isolés de leurs livres et coupés de leur temps, je suis tenté de voir la faillite d'une pédagogie qui n'a pas résolu son problème : moderniser l'humanisme.

Moderniser l'humanisme, oui : former des hommes

conscients du monde d'aujourd'hui et capables d'agir sur lui par des compétences spéciales et des connaissances pratiques ; et cependant, ne jamais perdre de vue l'impératif de culture, l'idéal de l'homme, l'exercice du jugement et du goût, l'importance de l'inactuel et de l'intemporel. Ayons-en bien le sentiment : c'est cet attachement à la culture, avec tout ce qu'elle implique d'universel et de permanent, qui fait notre originalité, à nous Européens, héritiers responsables de l'Occident. Entre l'homme russe et l'homme américain, les distances politiques et spirituelles sont considérables, mais ils sont d'accord sur un point : leur pédagogie est systématiquement tournée vers l'efficacité de l'actualité ; le passé les intéresse médiocrement ; leurs classes d'ingénieurs sont beaucoup plus nombreuses que leurs classes d'humanistes ; et leur universalisme est contestable, car il est beaucoup moins de vouloir assimiler et intégrer les différences humaines que de contraindre le monde à accepter leur idéal particulier, *american way of life* ou système communiste. Ce qui, entre eux et en face d'eux, distingue et spécifie l'homme occidental, lui conférant sa mission civilisatrice, c'est d'être celui qui se souvient, parce qu'il a marché d'une certaine façon dans les rues de Florence, de Chartres ou de Bruges, et celui qui veut comprendre, au sens propre du mot, c'est-à-dire prendre ensemble, embrasser l'humain, conserver le particulier dans l'universel, et non point perdre le singulier dans le total. A cette difficile synthèse, il est disposé et préparé par sa culture générale ; c'est-à-dire par sa tradition

humaniste. L'humanisme a reposé longtemps sur la connaissance des langues classiques, et il ne manque pas encore de défenseurs de cette grande tradition : sur le fond, ils ont raison. On ne peut leur contester la valeur puissamment éducative et formatrice du grec et du latin. Nulle gymnastique n'est plus utile à un cerveau d'enfant que la pratique de ces langues si admirablement complémentaires, l'une, celle où bourdonnent les abeilles de l'Hymette, ayant la souplesse et la grâce, l'autre, celle où frémit le rauque aboiement de la louve, ayant la force et la solidité. Cependant, deux choses sont évidentes, tous les enfants ne peuvent pas faire du grec et du latin, et tout homme a droit à un humanisme. Il faut donc vouloir donner aux études, fussent-elles les plus pratiques et les plus courtes, un sens et un esprit tels qu'elles soient encore humanisantes alors qu'elles ne sont plus classiques ; il faut que la culture accompagne la technique, et que la technique même soit conçue d'une telle sorte qu'elle développe non seulement les virtualités pratiques mais une spiritualité qui, les unes et l'autre, appartiennent en propre à l'homme. La distinction entre *l'homo sapiens* et *l'homo faber* ne se justifie que dans l'abstrait : il faut, dans le concret de chaque développement personnel, que la puissance fabricatrice aille de pair avec l'épanouissement de la conscience et de la sagesse. Car l'homme, en définitive, est un ; et sa dignité, son courage ne sont pas moins dans ses mains que dans son front.

Pierre-Henri SIMON.

Nous aimons la République...

Nous aimons la République parce qu'elle apporte des possibilités d'action nouvelles, parce que nous sentons bien que *la République est toujours un perpétuel devenir* et nous ne la chéririons pas tant si elle n'était pour nous comme le cadre où nous pouvons placer l'élaboration et la réalisation de nos rêves les meilleurs et les plus chers.

Mais quels sont nos rêves ? Je voudrais en peu de mots vous le dire.

Une organisation politique, une organisation sociale ne nous semblent présenter d'intérêt que dans la mesure où elles permettent aux individus de se développer et d'épanouir toutes leurs facultés les meilleures et les plus hautes.

Nous ne jugeons pas de la valeur d'une organisation poli-

tique ou économique simplement d'après les avantages matériels qui en découlent pour chacun de nous, mais bien plutôt encore d'après la dignité morale professionnelle qu'elle confère à chaque citoyen.

Or, la démocratie nous semble être l'organisation économique qui réclame et réalise le plus le développement de la conscience et de la responsabilité de chacun. La démocratie, dans sa forme politique, nous la recherchons, nous nous y attachons, parce que nous voyons en elle comme un échelon que doit gravir le peuple de France pour rapprocher chaque citoyen de ce maximum de conscience et de responsabilité jamais atteint, mais qui doit être comme le désir insatiable de tous les cœurs généreux.

...Nous aimons la paix

Si nous aimons la paix, si nous voulons la paix et si nous rejetons ces théories qui font de la lutte de classes non pas un fait incontestable, peut-être même providentiel, mais une nécessité de haine et de guerre civile, si nous aimons la paix, il faut que nous soyons capables de garder nos âmes dans la paix, même parmi les plus épouvantables tourments de la haine. L'homme pacifique n'est pas celui qui, lorsqu'on se bat, s'enfuit dans sa maison ou descend dans ses caves ;

l'homme pacifique est celui qui, lorsqu'on se bat, va, s'il le faut, se faire tuer sur les barricades et sur les champs de bataille, celui qui a assez de courage pour défendre les faiblesses sacrées et celui qui, si quelquefois son bras est armé, parce qu'il faut soutenir les opprimés, a toujours le cœur cuirassé d'une triple cuirasse de dévouement, d'abnégation et d'amour fraternel.

Marc SANGNIER.

LES « HUSSARDS » ou LA LITTÉRATURE AU MANÈGE

A PRES chaque guerre, on liquide les stocks. Ainsi, en 1925, les invendus de la Belle Epoque trouvaient preneur à prix d'or. On s'arrachait Gide, Claudel, Proust, Valéry, des mots mis à la mode vingt ans auparavant faisaient fortune, Picasso fournissait les bazars, Chanel habillait les petites bourgeoises. L'Exposition des Arts décoratifs n'est qu'une immense braderie rétrospective. De même, en 1946, l'Amérique inonde l'Europe de ses surplus. La pénicilline, le coca-cola, le corned-beef font passer en contrebande Caldwell, Steinbeck, dos Passos, déjà un peu rances. Kafka démodé à New York est reçu avec considération au café de Flore. Des gens trop occupés en 1941 se mettent à lire *L'Étranger*, *La Nausée*, longtemps contenue, jaillit partout en vomissements, sur les *Chemins de la Liberté*, marchent, habillés de neuf, les *Hommes de bonne volonté*. Au moment où Malraux se construit un musée pour s'y retirer, quelques retardataires découvrent *La Condition Humaine*. L'aventure morale dans laquelle se sont lancés entre 1927 et 1939 quelques écrivains obsédés par les grands problèmes du destin de l'homme et du sens de sa vie est mise à la portée de toutes les petites curiosités. Le *Voyage au bout de la nuit* n'est plus désormais qu'un voyage organisé.

La petite bête de l'Apocalypse

En 1950, c'est la fin de l'après-guerre mais c'est aussi la fin d'une époque littéraire qui avait commencé vingt-cinq ans plus tôt. Les *enfants de l'absurde* qui ont vu exploser la première bombe atomique au cinéma, attendaient l'Apocalypse et ils voient venir M. Queuille. Rassurés, ils retournent à leurs jeux. Dans une littérature mise hier au cachot et de nouveau goûtée comme un divertissement après avoir été subie comme un pensum, on assiste alors à une triple revanche : celle de la bonne humeur, de la bonne santé et de la bonne conscience. Les jeunes gens qui ont lu en 1946 *La Phénoménologie de la perception*, *La morale de l'ambiguïté*, *Le problème moral et la pensée de Sartre* étaient tristes, chétifs, tourmentés. Le sérieux, la lourdeur, l'ennui, le conformisme propre aux prix d'excellence guindaient leur démarche. D'ailleurs, ils étaient en *service*. La littérature, pour eux, était une *fonction*. Mais, pour d'autres, elle était restée un plaisir. Ceux-là ne se pressaient pas aux cours de M. Meileau-Ponty mais ils venaient écouter M. André Fraigneau à Saint-Germain-des-Près, à partir de minuit, l'heure où Sartre allait se coucher. On ignorait encore qu'il y avait parmi eux Michel Déon, Antoine Blondin,

Jacques Laurent, Roger Nimier. Pour l'instant, dans un monde où elles étaient menacées, ils préservaient l'élégance, la liberté, la légèreté, la paresse, l'ironie. Fraigneau au lieu de l'engagement, leur apprenait le détachement, au lieu du respect, l'insolence. Ils étaient captifs et il les entraînait en Grèce, en Allemagne, en Italie, il les présentait à l'Europe. Chez lui, l'honneur de vivre était lié au bonheur d'écrire, l'esthétique promue à la dignité d'une morale, Stendhal, Corneille, Barrès prescrits à fortes doses contre la bassesse et toutes les petites maladies de l'âme. Aussi, quand ils publièrent leurs premiers livres, les jeunes gens que M. Fraigneau avait couvés, tranchèrent-ils, par l'éclat de leur teint sur les mines terreuses des trainards de l'existentialisme.

Le bonheur serait-il réactionnaire ?

Ce fut dans les lettres une entrée en tanfare, comme celle des Français à Milan en 1797. Coup sur coup — autant de coups de foudre — parurent *L'Europe buissonnière* et *Les Enfants du Bon Dieu* d'Antoine Blondin, *Je ne veux jamais l'oublier*, de Michel Déon ; *le Hussard bleu* et les *Enfants tristes*, de Roger Nimier. Jacques Laurent essayait de se ruiner en fondant *La Parisienne*. Ces jeunes gens avaient bonne tournure, l'allure cavalière, l'ocillade aguichante, la cravache coquette, ils faisaient à la littérature de jolis enfants. On les appela les *hussards*. Contre le carré des *Temps modernes*, tout hérissé de lourdes piques saxonnes, ils poussaient leurs petits chevaux enrubannés, avec un gentil mouvement des reins, dansaient sur leurs écriers, saluaient avant de tirer, mais leur meilleure arme était la moquerie. A vrai dire, ces hussards n'étaient pas faits pour la bataille, mais pour la parade. Volontaires seulement pour le coup de main, soldats de fortune et de bonne fortune, ils répugnaient à l'engagement, protestaient d'avance contre toute conscription. On s'est écrié devant leur teint trop clair, leurs habits trop frais : « C'est la jeune droite. » Eux-mêmes ont relevé le gant et ils ont ouvert dans la *Parisienne* un grave débat où il est apparu que, conformément à l'opinion de M. Jean Pouillon dans les *Temps Modernes*, selon laquelle la gauche en France ne peut plus être heureuse, le bonheur était désormais réactionnaire. Mais alors qu'en 1919, la jeune droite rassemblée par Bainville et Massis dans le *Parti de l'Intelligence* courait au rempart désarmé, en 1950, à la gauche engagée s'oppose une droite dégagée, à la gauche consignée, une droite permissionnaire. Elle vante l'insoumission, prônerait même, si elle faisait métier d'en avoir une, l'objection de conscience. Sa devise, c'est : *Littéra-*

La rédaction de « France-Forum », embarrassée par le choix du vrai visage de Jacques Laurent, auteur plus connu sous le nom de Cécil Saint-Laurent et d'Albéric Varenne, laisse à ses lecteurs le soin d'imaginer les traits de ce hussard masqué.

Antoine Blondin.

Roger Nimier

Michel Déon.

Le diable à quatre.

ture d'abord ! Elle se réclame de Brasillach plus volontiers que de Maistre et Bonald, réprouve les codes mais invente les modes, méprise les doctrines mais estime les attitudes. « Je respecte tout ou rien », déclarait Lucien Leuwen. Elle a choisi de ne rien respecter. En 1950, la jeune droite est anarchiste.

La charge de la brigade légère

Mais si elle a perdu ses dieux, elle a retrouvé des maîtres. J'ai dit que le fringant peloton de hussards qui donne le ton à la littérature cavalière de ces années avait pour maître d'équitation M. André Fraigneau. Roger Nimier, qui a commencé par lancer les béquilles de Bernanos dans les jambes de ses contemporains, s'avance parmi nous au bras de M. Chardonne. Michel Déon se met au pas de Paul Morand. Antoine Blondin recueille les confidences de Marcel Aymé. Jacques Laurent va de l'un à l'autre, les poches bourrées de farces-atrappes, changeant de nez et de nom, comme Stendhal à sa table d'hôte, imitant tout le monde, imité par tout le monde.

Nimier, Déon, Laurent, Blondin font, dans la littérature à la hussarde, le *diable à quatre*. Leur légende encore plus que leur œuvre répond pour eux. Mais il y a, comme disait Flambeau, les *obscur*, les *sans-grades*, Jacques Perret qui n'est que caporal et qui est préposé dans le train régimentaire à l'entretien du chariot mérovingien, Giono, sergent rengagé dont le *Hussard sur le toit* a eu 20 ans sous le Front Populaire et auquel ses exercices de style auraient dû conserver la taille d'un conscrit, Kléber Haedens et Albert Vidalie qui font campagne à part et qui sont toujours prêts à désertir pour suivre une jolie phrase sous les arbres.

On a beaucoup recruté chez les hussards. Aussi trouve-t-on maintenant dans ce corps traditionnellement aristocratique des jeunes aspirants progressistes. Ce ne sont pas les moins huppés. Ils se reconnaissent à leur air respectueux comme François Nourrissier qui a écrit : « J'ai tout appris des vieillards », ou au contraire à un certain goût de la bravade comme Bernard Franck qui fait sau-

ter les duchesses à la corde. Alors que le hussard de droite tient pour Rastignac, le hussard de gauche tient pour Julien Sorel. Mais Jean Dutourd préfère le *Rouge*, Roger Vailland, le *Noir*.

Les hussards ont aussi leur légion étrangère : Félicien Marceau qui est Belge et qui a écrit *Les Belles Natures*, « Les lettres de mon moulin » où le Vésuve remplace la colline de Fontvieille, Willy de Spens qui est Ecossais et qui promène parmi les décombres de toutes les causes perdues un grand air de détachement et de mépris — c'est un *hussard de la mort*.

Les enfants tristes

Déjà, les hussards s'éloignent. Quand ils avaient surgi un peu brusquement, dans un nuage de poussière, sur les arrières de l'existentialisme déconfit, leur entrée dans les lettres qui étaient parfois pour certains une rentrée avaient pu prendre l'allure d'une revanche. Visiblement, ils *réagissaient* et s'ils se flattaient de n'avoir pas d'idées, au moins avaient-ils des arrières-pensées et ils ne se lançaient peut-être pas tant à l'assaut de places fortes que de places : ils faisaient une guerre de *positions*. Aujourd'hui, après leur victoire, on peut se demander tout de même s'ils ne sont pas venus tenir, eux aussi, les promesses des autres, s'ils n'ont pas achevé, à leur manière, le portrait du héros de notre temps. « Nous ne sommes pas des jeunes gens moraux », prétendaient-ils. Il n'empêche qu'ils ont grandi dans une époque préoccupée par les problèmes du destin de l'homme, de sa liberté, de sa responsabilité, qu'ils ont été mêlés aux drames de ce temps. Enfants, ils ont vu flamber peut-être les autobus du 6 février 1936, place de la Concorde et le héros d'Antoine Blondin dans *L'Europe buissonnière* a été obligé de partir pour l'Allemagne, celui de Roger Nimier dans le *Hussard bleu* est un soldat de la Première Armée, celui de Michel Déon dans la *Corida* émigre en 1945 et, comme Stendhal en 1815, il pourrait proclamer : je ne suis plus français. Ces enfants gâtés, sont, au fond, des *enfants tristes*. Etudiants, ils allaient

écouter Maurras, rue Saint-André-des-Arts, mais en cachette ils lisaient *Les Faux Monnayeurs*. Esprits droits, exigeants mais cœurs peut-être souillés, pour se venger de quelques injures de la vie, ils se firent cyniques. Mauriac écrit de Nimier qu'il est un petit Byron. Trop lucides pour être dupes, trop purs pour prendre le parti de l'imposture, ils préférèrent prendre celui du mépris. Mais leur impertinence masque leur tendresse, leur désinvolture masque leur amertume.

Le romantisme digéré

Ils s'étaient cru des réprouvés, on en a fait des triomphateurs. En réalité, ce sont des rescapés, les rescapés du romantisme. Bernanos est mort, Malraux ministre, Céline se tait et Mauriac est journaliste, Sartre a remplacé Rostand sur les théâtres de la Porte Saint-Martin, la Bataille d'Hernani a été perdue, *Les Séquestrés d'Al-*

tona, ce sont les Burgraves de l'existentialisme. Le romantisme est passé de l'introspection à l'ostentation, de l'effusion à la réflexion, il en est à sa phase *critique* mais il n'a plus la fièvre. Il se juge et se moque, il se pastiche, on ne porte plus son cœur en écharpe mais un gilet rouge. Manfred s'habille chez Staub. Ainsi, Musset, Mérimée, Stendhal, ne prenaient-ils plus le romantisme au sérieux, ils le passaient au crible. De même, nos hussards. Jacques Laurent est à Malraux ce qu'Eugène Suë fut à Victor Hugo, Roger Nimier est un Vigny narquois, Michel Déon, un Lamartine aux yeux secs, Willy de Spens un Alexandre Dumas désenchanté, Kléber Haedens un Gérard de Nerval en bonne santé et Antoine Blondin, ce serait Béranger sans sirop. Chez les hussards, ceux d'hier et d'aujourd'hui, pris en digestif, le romantisme fait *passer* le romantisme, l'esprit remonte le cœur.

Philippe SENART.

QUELQUES FILMS « NOUVELLE VAGUE »

PROVOQUANT cris d'admiration et d'indignation, enthousiasmes fanatiques et hostilités passionnées, le jeune cinéma français qui réunit sous le vocable... vague de « nouvelle vague » des talents fort différents ayant en commun de préférer la caméra-stylo de l'auteur de films au stylo du romancier, a du moins le mérite de témoigner de la vitalité du 7^e Art. En effet, tant que l'univers des lettres et des arts sera animé par des querelles, des batailles, des contestations, il échappera à la sclérose et stimulera des audaces créatrices.

Puisque *France-Forum* se veut la revue du dialogue et de la confrontation, c'est à quelques réflexions de lecteurs et de lectrices que je confie le soin d'ouvrir cette chronique. « Assez, m'écrit-on en substance, de cynisme, assez de badinage à fleur d'épiderme, assez de marivaudage à la mode de Saint-Tropez, assez de parti pris de vulgarité ou de parti pris de snobisme ! Nous réclamons du cinéma français davantage d'authenticité et de vérité dans les descriptions et les analyses. Nous approuvons Claude Roy d'avoir écrit ironiquement dans *France-Observateur* : « J'en ai par-dessus le cœur et par-delà la tête des voitures grand sport, des enfants tristes, des jeunes filles milieu-de-siècle, du malheur d'aimer les liaisons dangereuses des amants à bout de souffle à qui le bel âge met l'eau à la bouche et un certain sourire aux lèvres ». Et à propos d'*A bout de souffle* : « N'est-ce pas le signe inquiétant d'un goût décadent que l'on s'extasie devant ce film informe et désordonné, devant ce portrait d'une petite gouape, voleur et assassin, et de son amie pseudo-intellectuelle qui le dénonce à la police ? »

S'il est justifié de formuler des réserves sur certains

thèmes d'inspiration de nos jeunes metteurs en scène, sur les penchants de quelques-uns d'entre eux vers des variations érotiques ou libertines qui menacent de devenir des tics agaçants, sur l'utilisation fastidieuse de l'ambiance « Série Noire » ou du climat saganien, il serait maladroit de lancer une condamnation massive contre les plus récents films de la nouvelle vague, car plusieurs possèdent des qualités techniques et un style original qui ne sauraient être considérés comme négligeables. C'est le cas d'*A bout de souffle*, du *Huitième Jour*, d'*On n'enterre pas le dimanche*, mais ce n'est pas celui des *Bonnes Femmes*.

Œuvre choquante et exaspérante à bien des titres, *A bout de souffle* est plus et mieux que l'histoire sordide d'un voyou lâche et las ; ne peut-on y voir, sous une violence mordante et une gouaille douloureuse, la terrible obsession du néant, l'expression angoissée d'un nihilisme romantique, reflet d'un monde malade ? Et même, si l'on juge impardonnable que Jean-Luc Godard ait choisi, pour se délivrer de ses hantises, un sujet aussi provocateur dans sa veulerie et son amoralité, il n'en demeure pas moins que son film présente une écriture cinématographique d'une surprenante et féconde nouveauté qui rompt habilement avec toutes les règles admises.

Claude Chabrol en abandonnant les étudiants désinvoltes des *Cousins* et les bourgeois répugnants d'*A double tour* pour les vendeuses parigotes des *Bonnes Femmes* a tenté un effort de renouvellement qui s'est malheureusement concrétisé dans un film lent, grimaçant, ennuyeux, un film où les invraisemblances abondent, où

le trait s'alourdit en dérisoire et laide caricature, où les recherches formelles n'aboutissent qu'à de pâles imitations du Fellini des *Nuits de Cabiria*. Chabrol a pêché par manque de tendresse et de lucidité à l'égard de ses personnages. Il a essayé de traduire sur l'écran la désespérante monotonie, la poignante banalité de l'existence menée par ces milliers de jeunes filles insatisfaites, condamnées à un travail sans attrait et à des salaires modestes, qui s'ennuient, rêvassent, flirtent dans les dancings ou les piscines, attendent que l'aventure, l'imprévu, l'amour viennent un jour balayer la grisaille et la médiocrité de leur vie quotidienne. Il aurait pu être malicieux, poétique, touchant, accusateur, amer, pathétique et il n'a réussi qu'à accumuler les scènes avilissantes, grossières et même grotesques. Les rares séquences qui possèdent une force dramatique ou satirique sont perdues dans un ensemble inconsistant. On a l'impression pénible que le metteur en scène et le scénariste-dialoguiste se sont complus à systématiquement abêtir leurs « bonnes femmes », ce qui laisse supposer qu'ils n'estiment guère ni les spectateurs ni le milieu social où se situe leur film !

Un accent personnel, sincère, émouvant se révèle chez Marcel Hanoun dont l'imparfait mais très remarquable *Huitième Jour* où l'on perçoit l'influence de Robert Bresson et de Resnais, aurait dû obtenir davantage qu'un demi-succès et chez Michel Drach, lauréat du Prix Louis Delluc attribué à son premier film, *On n'enterre pas le*

dimanche. Michel Drach a utilisé une intrigue policière de type classique pour raconter la solitude misérable d'un étudiant martiniquais et les amours émerveillées et tragiques de cet étudiant avec une blonde Suédoise. Ce sympathique réalisateur n'a pas su éviter les littéraires allusions au mal du siècle ni les références à l'expressionnisme allemand et au Marcel Carné d'*Hôtel du Nord*. Sa mise en scène n'est pas très rigoureuse, son scénario un peu flou. Mais le caractère du jeune noir, son orgueil blessé, ses ambitions, ses désarrois, son bonheur, sa souffrance sont exposés avec une délicatesse et une sensibilité compréhensives. Les premières minutes du film pendant lesquelles nous suivons, errant à travers les rues de Paris, le héros, homme sandwich, prisonnier dans une gigantesque bouteille d'eau minérale, constituent un excellent moment de cinéma. Il y a quelques images qui évoquent puissamment le sentiment qu'éprouve l'homme noir et l'intellectuel d'être un exilé. Le ton humain, ému et grave de Marcel Hanoun et Michel Drach, qui selon des manières inégales était aussi celui de Resnais dans le révolutionnaire *Hiroshi: na mon amour*, de François Truffaut dans *Les Quatre cents coups*, de Paul Pavlot dans *Pantalaskas*, d'Edouard Molinaro dans *Une fille pour l'été*, montre que le nouveau cinéma n'est pas seulement anarchisme, libertinage, érotisme, conformisme de l'anti-conformisme, et virtuosité gratuite.

Henri BOURBON.

Des amours émerveillées et tragiques.

PROKOFIEV A PARIS

Le texte que nous publions ci-dessous est extrait d'un livre de notre collaborateur Claude Samuel, qui paraîtra prochainement aux éditions du Seuil dans la collection « Solfège » et qui est le premier ouvrage français consacré au compositeur soviétique Prokofiev.

EN 1918, Jean Cocteau déclarait : « Un poète a toujours trop de mots dans son vocabulaire, un peintre trop de couleurs sur sa palette, un musicien trop de notes sur son clavier. »

Il ajoutait : « Le public interroge. Il faut répondre par des œuvres, non par des manifestes. »

Les œuvres musicales, en fait, sont apparues lentement. A la fin de la guerre, après un silence de cinq années, la vie artistique parisienne cherchait à définir son propre visage : parmi les nouveaux venus, avides de s'imposer, les esthétiques restaient floues, mais les jeunes prenaient de l'assurance ; solidement épaulés par Jean Cocteau, les « Nouveaux Jeunes » devenaient bientôt « Groupe des Six ». Si on s'interrogeait sur l'avenir, par contre le passé s'éclaircissait : après avoir brandi le pavillon national pour s'opposer aux foudres wagnériennes, les « Nouveaux Jeunes » poursuivaient la lutte et, par la même occasion, condamnaient l'anti-Wagner, c'est-à-dire Claude Debussy. Par principe, ils refusaient toute musique « qui s'écoute la figure dans les mains » : Tristan ou Pelléas. S'imposer, n'est-ce pas d'abord détruire ?

La popularité de Wagner n'en était d'ailleurs point affectée : une statistique portant sur la fréquence des compositeurs affichés aux programmes des concerts parisiens pendant la saison 1922-1923 révèle que le Maître de Bayreuth arrivait largement en tête avec 334 exécutions d'œuvres, suivi par Beethoven (139), Saint-Saëns (111), César Franck (98), Mozart (76)...

Par une curieuse démarche, les jeunes compositeurs, qui manifestaient une opposition violente envers leurs devanciers immédiats, cherchaient une leçon (enrichie, il est vrai, par des expériences modernes) chez les maîtres anciens ; le retour à Bach et le dépouillement de l'écriture horizontale se substituaient aux sortilèges harmoniques de « Pelléas ». Cependant, les aînés, Fauré, Ravel, Roussel, Florent Schmitt commençaient à intéresser un public toujours en retard d'une génération tan-

Un grand voyage : de la Russie tsariste à la Russie soviétique.

dis que Stravinsky demeurait le point de mire de tous les cercles d'avant-garde.

En marge de la création proprement dite, la vie musicale parisienne connut, pendant la période « d'après-guerre », un éclat et un rayonnement incomparables. L'Europe entière était représentée à l'Opéra ou au Théâtre des Champs-Élysées et la consécration de notre capitale n'était pas encore un vain mot. Les Ballets Russes avaient repris leur « saison » : le faste de la scène rivalisait avec le luxe de la salle où se pressaient, en rangs serrés, académiciens, généraux, ambassadeurs, femmes du monde et artistes en renom. Ce même public, placé sous le signe du snobisme et de la réussite sociale, se retrouvait pour assister aux grandes « premières » des Ballets Suédois de Rolf de Maré. Alors que Diaghilev et l'émigration russe facilitaient le succès de la musique slave, l'Espagne donnait également le ton dans ce concert européen : on se souvenait des séjours d'Albeniz et de Manuel de Falla. De leur côté, Allemands et Italiens révélaient, quoique plus discrètement, les Schoenberg, les Hindemith, les Malipiero, les Casella. L'exotisme aiguësait la curiosité des musiciens ; non point « la turquerie et la chinoiserie conventionnelles », mais

le « Padmâvati » de Roussel, le « Salambo » de Schmitt, les « Saudades » de Milhaud et, bientôt, les « Choros » de Villa-Lobos. Enfin, la Revue Nègre lançait, au Théâtre des Champs-Élysées, la bombe du Jazz.

Ce Paris musical terrible et envoûtant est déjà familier à Prokofiev lorsque l'auteur de *Chout* choisit, en octobre 1923, sa nouvelle résidence. Mais Prokofiev n'est pas dupe : *S'installer à Paris, dit-il, ne signifie pas encore que l'on est Parisien, et la France victorieuse voulait l'être aussi en musique ; ainsi naquit l'intérêt exceptionnel accordé au « Groupe des Six », intérêt que le « Groupe des Six » n'a pu totalement mériter.*

1923 : à Paris, la vie musicale est particulièrement brillante. Les Ballets Russes révèlent « Noces » de Stravinsky ; « La Création du Monde » est représentée aux Ballets Suédois, le « Padmâvati », de Roussel, à l'Opéra, et la princesse de Polignac convie ses amis à une audition privée du « Rétable de Maître Pierre », de Manuel de Falla. Prokofiev est également à l'affiche : son *Premier Concerto pour piano* est interprété le 25 février aux Concerts Pasedeloup, et le 20 octobre, les Concerts Koussevitzky exécutent, en première audition, le *Premier Concerto pour violon* ; enfin, le lundi 5 novembre, sur le plateau du Théâtre des Champs-Élysées, un grand jeune homme blond franchit à longues enjambées les quelques mètres qui séparent les coulisses du piano ; « des mains d'acier » s'abattent sur le clavier et Prokofiev attaque les premières notes d'une transcription d'un « Prélude et Fugue pour orgue », de Buxtehude, puis c'est un « Conte » de Medtner et les « Bizarreries » de Miakovsky, enfin Prokofiev servi par lui-même : *l'opus 12, l'opus 32 et la Gavotte de la Symphonie Classique* ; la soirée s'achève avec deux Valses, de Schubert. Le premier récital parisien de Prokofiev est un succès, un triomphe. Dans ce même Théâtre des Champs-Élysées, quatre mois plus tard, Prokofiev interprète les « Tableaux d'une Exposition » et, en première audition, sa *Cinquième Sonate pour piano*.

Être acclamé comme pianiste, être fêté comme compositeur, Prokofiev en avait perdu l'habitude. Il n'a que trente-deux ans et la critique française s'accorde à le considérer comme un des musiciens marquants de notre époque ; comment résisterait-il à l'appel de Paris ?

Cependant, Paris ne fut jamais, pour Prokofiev, une seconde patrie, mais simplement un point d'attache. De la rue Valentin-Haüy, de la rue La Fontaine, du quai de Passy ou de son petit appartement de banlieue où il vivait avec sa mère et sa femme, il lançait un regard quelque peu hautain vers les jeux trop stériles de la jeunesse artistique, et le mépris qu'il affichait à l'encontre du « Groupe des Six » se dissipait seulement lorsqu'il était installé, en face de Francis Poulenc, devant une table de bridge.

Après avoir disputé un tournoi particulièrement serré, l'auteur des « Biches » adressa à Prokofiev la partition

du « Concerto Champêtre », portant cette dédicace : « A Serge Prokofiev, avec bien peu d'atouts en main. » Poulenc, dans sa modestie, avait deviné que son ami Serge préférerait jouer au bridge avec lui ou passer un week-end dans sa propriété tourangelle plutôt que lire ses partitions, et Poulenc partageait ce triste privilège avec l'ensemble des musiciens français.

Un jour, en passant devant les Invalides en compagnie de Nabokov (1), Prokofiev pointa un doigt vengeur en direction des célèbres canons et déclara à son ami :

— *Regardez comme ils ont l'air en colère. J'ai la même sensation lorsque je vais à un concert parisien. Toutes ces comtesses et ces princesses et ces snobs ridicules me rendent furieux. Ils agissent comme si toutes choses au monde étaient créées pour « les » amuser... Voyez ce que leur « salonarisme » a fait à la musique française. Il n'y a pas eu un musicien français de premier plan depuis l'époque de... Chabrier et de Bizet.*

Préjugé ou reflet d'une esthétique ? Prokofiev est sans pitié, même pour les valeurs « reconnues ».

Claude Debussy ? *C'est de la gélatine, de la musique absolument invertébrée... Satie ? Un fumiste... Roussel ? Sa « Troisième Symphonie » est loin d'être inintéressante (sic) ; mais... le seul en France qui sache ce qu'il fait est Ravel.*

L'excuse de Prokofiev, c'est la sincérité de ses jugements et la fidélité dans ses admirations.

En 1923, Prokofiev fut donc la révélation parisienne ; il fallait le voir, l'entendre, le recevoir. Mais le compositeur, agacé par la futilité de cette comédie mondaine, ressentit quelque amertume lorsque la première vague d'enthousiasme se fut estompée.

Paris, dit-il, dicte incontestablement les lois de la mode féminine. Cet intérêt porté à la mode rejailit dans une certaine mesure sur les autres activités. En musique, le goût très fin des Français a un revers en ce sens qu'il est inconstant. Après s'être intéressés à un compositeur, un ou deux ans plus tard, ils recherchent d'autres sensations.

Claude SAMUEL.

(1) Nabokov (Old friends and new music).

DISCOTHEQUE DE BASE DE PROKOFIEV

L'amour des trois oranges, suite, et Symphonie classique (dir. Y. Markevitch) — Columbia.

Concerto N° 1 et 2 pour violon et orchestre (dir. I. Stern) — Phi-Réal.

2° Concerto pour piano (dir. Nicole Henriot et Ch. Munch) — R.C.A.

3° Concerto pour piano (dir. Prokofiev) — V.S.M. Pierre et le Loup (dir. S. Lehmann) — D.G.

9° Sonate pour piano (dir. P. Barbizet) — C.D.M.

5° Symphonie (dir. Martinou) — R.C.A.

Les juifs et l'antisémitisme dans les pays communistes

de François FEJTO (1)

François Fejtö est un spécialiste des questions d'Europe centrale et orientale. Il a publié, en 1952, une magistrale *Histoire des démocraties populaires* qui fait toujours autorité en la matière (2). Aujourd'hui, il nous livre une remarquable étude suivie de nombreux documents et témoignages sur ce que l'on pourrait appeler la question juive et la question de l'antisémitisme dans le monde soviétique.

La propagande stalinienne, de même qu'elle affirmait que le socialisme avait été réalisé en U.R.S.S., prétendait que la question juive avait été résolue « au pays du socialisme triomphant ». Fejtö nous montre, en gardant toujours une parfaite modération de ton, qu'il n'en est rien.

De 1917 à 1935, au cours de la période héroïque « de l'histoire de l'U.R.S.S. », les dirigeants soviétiques ont cru que la question juive serait résolue par l'assimilation des Juifs et par la disparition de leurs traditions religieuses et populaires. En fait, la majorité des Juifs de l'U.R.S.S. est restée fidèle à ces traditions tandis qu'une minorité avancée s'assimilait en participant au mouvement communiste.

De 1936 à nos jours, au cours de « la période bureaucratique » les juifs ont connu et connaissent encore, en U.R.S.S., diverses vicissitudes qui les rangent parmi les minorités opprimées par le totalitarisme soviétique.

Non seulement l'expérience de la « Région autonome juive » du Birobidjan, créée en 1928, a échoué, non seulement l'antisémitisme populaire est resté vif en Russie, en Ukraine et en Biélorussie, mais encore le Juif a servi, en maintes occasions, de bouc émissaire au néo-tsarisme stalinien ».

En 1952, la plupart des écrivains de langue yiddish de l'U.R.S.S. et tous les membres du comité antifasciste juif d'U.R.S.S. (à deux exceptions près) ont été assassinés sur l'ordre de Staline. De 1948 à 1953, une vaste campagne contre le Sionisme et le Cosmopolitisme se dé-

veloppa et s'accompagna de mesures de discrimination et de persécution contre les Juifs soviétiques.

« Le procès des médecins, fixé au 18 mars 1953, écrit Fejtö, devait fournir une justification à la déportation massive des Juifs en Sibérie et vers les régions arctiques, projetée par Staline. La mort du dictateur aura donc été providentielle pour les Juifs soviétiques et ceux des démocraties populaires. »

Sous le gouvernement de Khrouchtchev, on le sait, les méthodes staliniennes de terreur ont été abandonnées. Mais le totalitarisme demeure et avec lui un antisémitisme officiel qui pour être hypocrite n'en est pas moins agissant. On décourage les Juifs d'entrer dans la haute administration, on entrave la pratique de leur religion, on les contraint à porter la mention *Juif* sur leurs pièces d'identité et lorsque la presse s'en prend aux bureaucrates oppressifs, aux voleurs, aux exploités, etc., elle les affuble beaucoup plus fréquemment que de raison de patronymes juifs. Fejtö cite, à l'appui de cette assertion, des documents terriblement accusateurs.

Dans les pays dits de démocratie populaire, les gouvernants ont suivi la politique de leurs inspirateurs soviétiques. Pour tenter de reprendre en mains les masses de Pologne, de Hongrie, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, ils ont souvent joué sur les vieux sentiments racistes et antisémitiques. Sous Staline, fut organisé à Prague le fameux procès Slansky (octobre 1952) au cours duquel un certain nombre de Juifs de stricte obédience communiste furent accusés d'être des agents d'Israël et des traîtres au service du capitalisme cosmopolite. Après leur exécution, une vague d'épuration anti-juive déferla sur l'Europe orientale.

Aujourd'hui, cette même Europe orientale est soumise à une politique de déjudaïsation qui cherche à mettre au compte des Juifs les horreurs du stalinisme pour détourner les masses de leur colère vis-à-vis de l'appareil communiste.

Et dans le même temps où les dirigeants communistes d'U.R.S.S. et d'Europe orientale font à la majorité des Juifs un sort injuste, ils interdisent leur départ vers Israël ou ne l'autorisent qu'exceptionnellement, comme dans le cas de la Roumanie, en 1958.

François Fejtö donne deux causes essentielles à cet état de choses dans le monde soviétique. Sur le plan intérieur, les gouvernements jouent d'un certain antisémitisme pour donner un bouc émissaire au mécontentement et au ressentiment des populations. Sur le plan extérieur, l'U.R.S.S. et ses satellites jouent la carte arabe et interdisent de ce fait l'émigration de leurs ressortissants juifs vers Israël.

Ainsi le totalitarisme soviétique se heurte aux populations juives comme à un témoignage vivant de son impuissance à édifier la Cité du Soleil. Au lieu de laisser à chaque individu le soin de choisir son destin, il use de mesures discriminatoires vis-à-vis des communautés.

Mais Fejtö sait que l'antisémitisme n'est pas hélas ! confiné dans les limites du monde soviétique. Il écrit : « *A travers le Juif, cible facile, souvent dérisoire, c'est l'Homme qui est visé dans sa généralité* ». Ce qui est une invitation à éliminer l'antisémitisme autour de nous sans pour autant oublier de le dénoncer ailleurs.

Il écrit aussi : « *Que l'on soit croyant ou non, on constate — en méditant sur le destin juif — la présence d'un élément transcendant* ». Ce qui est une invitation à reconnaître, au-delà de nos croyances et de nos incroyances, la source biblique dont nous venons. Je ne crois pas qu'il y ait de plus puissant recours contre les fétichismes totalitaires que celui-là.

Pierre FOUGEYROLLAS.

(1) *Plan*. Les documents de tribune libre, N° 7, 273 p., Paris 1960.

(2) Aux Editions du Seuil.

L'équipe de la revue « Arguments »

L'équipe de la revue « Arguments » rassemble, on le sait, des « révisionnistes » qui, non contents d'avoir abandonné le stalinisme, remettent en question le marxisme lui-même. « France-Forum » a déjà ouvert ses colonnes à certains d'entre eux, ou rendu compte de leurs ouvrages. On se bornera à signaler l'intérêt exceptionnel d'un récent numéro consacré à la bureaucratie, pour s'attacher de préférence à caractériser, même sommairement, les principales thèses des collaborateurs de la revue à l'égard de l'orthodoxie marxiste.

« Rescapés d'un immense naufrage (P. Fougeyrollas », « Brisateurs d'idoles » (F. Fejtö), leur « post-marxisme ne saurait être un retour d'enfant prodigue » (E. Morin). D'ailleurs, le révisionniste « est encore marxiste dans ce sens que le marxisme — théorie et pratique — reste pour lui un système de référence privilégié — une base de discussion sinon de croyance » (F. Fejtö). Il entend bien (J. DuVignaud) éviter de « s'embourgeoiser dans la contestation », mais est « persuadé que la gauche à papa doit mourir si la gauche veut ressusciter » (E. Morin).

Cela dit, les affirmations de ces coéquipiers ne se recourent point toujours, pour la bonne raison que leurs négations mêmes, et ils le savent pertinemment, sont d'incidences différentes. Colette Audry, dont « le révisionnisme a débuté avec l'étude même du marxisme, ne songe pas, aujourd'hui encore, à se détourner du marxisme », entendu comme instrument d'analyse et de prévision (et non comme credo), mais aussi en tant qu'il pose la nécessité de la lutte des classes. Pour F. Fejtö, « le révisionniste est, comme par nature, à la fois socialiste et libéral », socialiste qui « descend tout droit des utopistes du XIX^e siècle », et ne croit plus à la révolution, à laquelle il préfère « un réformisme vigoureux et militant ». Mais ce socialisme est-il réalisable ? « Je ne crois pas, dit Fougeyrollas, qu'il puisse, exister de sociétés effectivement socialistes et d'Etats effectivement démocratiques. Mais je pense que le socialisme et la démocratie peuvent inspirer un élan des masses pour faire contrepoids aux inévitables oppressions et pour aider au dépassement des archaïsmes. « L'ambition, semble-t-il est encore plus modeste chez J. DuVignaud, quand il parle de « micro-socialisme » : le « socialisme absolu » était solidaire

d'un « rationalisme abstrait » ; il faut désormais provoquer « l'éveil de la liberté collective dans les groupes partiels et multiples », « briser la durée massive des sociétés géantes ».

Ces nuances dans les options et les espoirs correspondent à ces différences dans la théorie des valeurs et dans la conception des rapports entre les sciences humaines et la philosophie. « Je soutiens, écrit E. Morin, la double et contradictoire nécessité du scientisme et du philosophisme. Et ce qui me fascine toujours chez Marx, c'est qu'il a été l'homme du Manuscrit économique-philosophique et l'homme du Capital, l'homme du problème qualitatif et l'homme de la quantification ». L'accent se déplace chez Fougeyrollas : « Les sciences de l'homme ne peuvent m'apporter la réponse souhaitée... Se contenter de leurs apports serait retomber dans le scientisme. Voilà pourquoi je crois à l'irremplaçable fonction de la pensée philosophique... comme une mise en question de tout savoir et de tout pouvoir établis. » Et Kostas Axelos se situe aux antipodes du scientisme, lui dont le nihilisme « perdant tout lien avec la raison nourricière... se veut radical et radicaliste », et prend pour références Rimbaud, Dostoïevski, Nietzsche.

En ce qui concerne l'axiologie maintenant : « ...Raison, liberté, bonheur, progrès dit encore Axelos, sont vidés de tout contenu autre qu'idéologique et basement moraliste ». Fougeyrollas, pour sa part, ne conteste pas tant les valeurs en elles-mêmes qu'il ne sent leur fondement se dérober. Et C. Audry, tout en se défendant d'opérer un simple retour à Kant, affirme que la « conscience personnelle, morale, ne saurait être aliénée pour être prise en charge par la collectivité... Il faudra bien un jour savoir ce que l'on pense au juste du réalisme politique ou de la dignité de la personne humaine ».

En vérité, l'intuition commune et maîtresse des rédacteurs d'« Arguments » est, semble-t-il, l'intuition d'une impossibilité : aucune philosophie intégralement systématique, pas plus le marxisme qu'une autre, ne saurait aujourd'hui être admise. « ...La vraie crise du marxisme, c'est celle qui fait éclater sa totalité organique : c'est celle qui fait apparaître que les notions de matérialisme dialectique, devenir historique, socialisme, classe ouvrière, sont dissociées radicalement et ne peuvent être réassociées que par passe-passe ou magie » (E. Morin). « La synthèse prématurée est la pire des entraves » (F. Fejtö). Nous som-

mes « dans le monde de la totalité fragmentée » (Axelos). Et si Fougeyrollas croit à la philosophie, c'est parce qu'« en tant qu'insurmontable inquiétude de la pensée vis-à-vis d'elle-même et de ce qui n'est pas elle-même, elle tente d'empêcher la fermeture totalitaire de l'homme sur soi et la transformation de cette fermeture en inhumanité ».

Dès lors, dans l'ordre concret, le pluralisme devient seul légitime : il s'agit d'éviter « la parfaitement ennuyeuse homogénéisation des différences et des modes d'existence » (J. DuVignaud). « Les contradictions, nous ne nous pressons pas à les faire disparaître sur le papier ou au moyen de la guillotine » (F. Fejtö). Dès lors aussi la destinée humaine cesse d'être prisonnière de ses coordonnées historiques : « ...Quand tous les habitants de notre petit globe auront satisfait leur faim naturelle et culturelle, réelle et imaginaire... alors commencera à (les) secouer de fond en comble la terrible puissance de la vraie insatisfaction » (K. Axelos). Dès lors enfin, avec les rédacteurs d'« Arguments » le dialogue ne peut être qu'amical et fructueux.

Raymond BALMES.

Pour un socialisme humaniste

de André PHILIP (1)

L'opposition de l'individuel et du collectif éclaire bien l'histoire de la pensée politique. Les idéologies totalitaires font de l'homme un élément du tout social dont dépend sa propre réalisation. Les systèmes pluralistes, au contraire, l'intègrent dans plusieurs communautés et cet engagement multiple est la condition de sa liberté et de son épanouissement. Il y eut l'espoir de Marx de voir un jour l'homme et la société réconciliés, espoir encore partagé par une multitude. Socialiste, André Philip pour sa part ne croit pas en ce dogme : « Il n'y aura jamais de Royaume de Dieu sur terre, écrit-il ; de société unifiée, homogène, sans contradiction, mais toujours une société pluraliste différenciée, où la plasticité et les tensions équilibrées freineront les tendances, sans cesse présentes, à la domination et à l'exploitation ».

L'homme doit donc s'opposer à toute forme d'oppression, et pour cela rechercher des contrepoids juridiques qui lui

permettent d'agir et des fondements idéologiques qui légitiment cette action. A ce point de notre cheminement, s'insère à la fois comme un manifeste et comme une réponse le livre d'André Philip : « *Pour un socialisme humaniste* ». L'analyse des données politiques actuelles, l'échec du socialisme, l'incertitude de l'avenir l'ont conduit à définir une morale au service de l'homme : le potentiel des valeurs démocratiques ; pour réaliser ces valeurs, une technique : le socialisme ; un instrument pour cette action : le parti socialiste moderne.

Dans l'idée de « valeur » se composent « les deux notions d'une vigueur, d'une vertu, que mettent en évidence le mot de « valere », comme le mot même de « valeur » quand il est appliqué au courage, et d'une générosité, d'une fécondité, comme il arrive quand nous opposons « valoir quelque chose » à « ne rien valoir » (Le Senne). Pour André Philip, c'est « une exigence à l'égard de l'existence » qui se découvre dans l'action. Réalités douées d'autorité, issues de notre civilisation, les valeurs « animent l'action par laquelle nous essayons de les exprimer ». Quelles sont ces valeurs propres à l'Occident ? L'auteur en fait une analyse aussi riche que dense. Notre culture a son origine dans le christianisme, religion d'Incarnation, qui donne un sens à la nature, au travail, au temps. Fut établie ensuite la distinction du spirituel et du temporel, qui créa une tension et une inquiétude permanentes dans une Europe toujours en quête de vérité et de justice. Notre civilisation apparaît comme « l'affirmation conjointe de positions extrêmes contradictoires ». De cette confrontation naît la véritable démocratie qui est « un dialogue permanent entre ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui le subissent ».

Toutes ces valeurs sont européennes ; les valeurs françaises sont présentées comme « une certaine forme d'expression et de réalisation des valeurs européennes communes ». André Philip croit en l'Europe ; pour lui, le rôle historique de la France est de « penser » les valeurs universelles et d'en porter témoignage...

Le socialisme n'est ni une idéologie, ni une doctrine, ni un matérialisme historique, c'est « une technique de réalisation, dans un milieu déterminé, de valeurs communes, qui caractérisent notre civilisation occidentale ». Il tend à créer « une société responsable, gérée démocratiquement par des hommes responsables ». Accepter cette définition, c'est

s'opposer aux thèses marxistes comme l'ont fait en Angleterre de jeunes travailleurs dans leurs « Nouveaux essais fabiens ». Dès lors se trouvent amplifiés les thèmes de démocratie économique, de planification, de gestion sociale, de développement de la culture qui serviront de base à un programme précis. André Philip demande, pour sa part, « l'autonomie fonctionnelle de certains grands services » qui représenterait « la séparation moderne des pouvoirs » entre le pouvoir politique et les pouvoirs judiciaire, enseignant et informateur. Ainsi serait amorcée « une renaissance démocratique dans notre pays ».

Comment permettre ce renouveau de la démocratie et tout d'abord quel ressort faire jouer ? « Ce qui sépare les hommes ce n'est plus le sentiment d'exploitation découlant de la propriété privée des moyens de production, c'est le sentiment d'oppression et d'aliénation, résultant de la soumission à une autorité commune ». « Ce qui peut unir les salariés, c'est la recherche d'une démocratie économique et sociale. » Dans cette perspective, quel rôle peut jouer le syndicalisme ? Il doit s'orienter vers un syndicalisme de gestion, mais cela n'est pas suffisant, une option politique est inévitable. L'auteur en arrive ainsi à définir un parti socialiste moderne « capable de regrouper tous ceux qui cherchent à créer une société responsable, gérée par des citoyens responsables ». Encore serait-on en droit de s'interroger sur la formule même du « parti ». Son existence est indispensable « pour penser chaque problème dans le cadre d'un programme général », comme « instrument d'éducation populaire », comme « moyen de médiation entre le peuple et le gouvernement », pour assurer enfin cette « liberté de participation » qui fait défaut aujourd'hui.

Sera-t-il satisfait de ces réponses, le Hamlet moderne dont parlait Valéry qui médite sur la vie et la mort des vérités, qui a pour remords tous les titres de notre gloire, qui songe à l'ennui de recommencer le passé, à la folie de vouloir innover toujours ? S'il est vrai que l'Europe est le foyer d'une civilisation prestigieuse, qu'elle a « développé à l'extérieur la liberté de son esprit, combiné sa passion de comprendre et sa volonté de rigueur, inventé une curiosité précise et active », qu'elle est caractérisée par « un certain scepticisme non pessimiste, un mysticisme non résigné », sa politique s'est inspirée trop souvent de la violence, son histoire est une histoire de luttes, un éternel conflit entre Arma-

gnacs et Bourguignons, un rêve démesuré de puissance, une volonté de domination. L'esprit européen a toujours été un témoignage mais aussi la contestation d'une politique. Et toute politique était faite au nom de cet esprit qu'elle voulait défendre ou propager mais dans une négation souvent totale des valeurs qu'elle entendait servir. C'est bien le propre de la civilisation occidentale que de vouloir fonder une politique sur l'éthique forgée par la culture et par l'histoire, d'en entreprendre la défense et l'incarnation. Mais il suffit de revivre cette même histoire pour savoir que la technique est contraire à l'éthique, que l'homme pense pour l'homme mais agit contre lui.

Le socialisme, comme technique de réalisation de l'éthique démocratique, échappera-t-il à cette dialectique ; aura-t-il suffisamment de dynamisme pour transposer sur le plan concret des valeurs universelles ? Le parti, selon le cœur d'André Philip, pourrait-il regrouper les hommes de bonne volonté au service de ces valeurs sans qu'aussitôt d'autres valeurs idéologiques par exemple, ne viennent les séparer ? Un tel parti est-il aujourd'hui réalisable dans un pays où les socialistes se disent pour la plupart fidèles à Marx, où trop de démocraties sont tentées par la démagogie, où la jeunesse est en quête d'un nouvel héroïsme gratuit ? Où, dès lors, trouver le moteur qui vibre, anime et entraîne, si chacun s'emploie à en fausser les pièces ?

La seule démarche valable est de redonner à l'homme cette valeur de contestation, qui résume notre civilisation, par un long effort d'éducation, par un dialogue et une réflexion communautaires, par une prise de conscience progressive des responsabilités. Le renouveau de la démocratie ne peut se faire qu'à ce prix et la démocratie est ce que l'on doit sauver.

Jacques BLOI.

(1) *Plon. Collection Tribune Libre.*

A NOS LECTEURS

Afin de développer les moyens d'une meilleure diffusion et d'une plus vaste propagande en faveur de « France-Forum » nous mettons à la disposition de nos amis qui nous en feront la demande des dépliants publicitaires exposant le but de la revue et proposant diverses formules d'abonnement.

L'Amérique est-elle trop riche ?

de Claude ALPHANDERY (1)

L'AMÉRIQUE passe généralement pour le modèle le plus achevé de la société occidentale. Quand les économistes d'une nation européenne cherchent, par exemple, à prévoir l'évolution de la consommation au cours des prochaines années, ils analysent l'économie américaine d'aujourd'hui, considérée comme l'image de l'Europe future. Plus généralement, les vicissitudes de la compétition Est-Ouest conduisent chacun à s'interroger sur les forces réelles et les chances des Etats-Unis, terre dont les Européens s'aperçoivent qu'ils ne l'ont encore qu'imparfaitement découverte.

Parmi les études récentes consacrées à l'Amérique, celle de Claude Alphandery, économiste averti, présente l'intérêt, malgré sa brièveté, d'avancer une hypothèse séduisante sur les mécanismes et les mobiles profonds du système américain.

L'analyse est d'abord conduite sur le plan économique. Après d'autres, l'auteur brosse un tableau impressionnant de la richesse, de la vitalité prodigieuse des villes américaines. Rien n'est encore figé, comme il arrive parfois aux sociétés proches de leur déclin. L'Amérique continue à « bouger », ce dont porterait à lui seul témoignage le chiffre presque incroyable des déménagements annuels : en 1958, trente-trois millions d'Américains ont changé de domicile !

Sans doute y a-t-il des ombres au tableau. La pauvreté n'a pas été éliminée, et c'est sans doute le pays où la condition de pauvre est le plus difficile à

supporter. La plupart des services collectifs sont gérés par l'administration dans des conditions déplorables.

Mais la faiblesse essentielle est ailleurs. Toute l'économie américaine est soumise à la tyrannie du consommateur. Ce ne sont pas seulement ses besoins, mais ses caprices, sa versatilité, ses goûts les plus futiles qu'il faut à tout prix satisfaire. Il en résulte un énorme gaspillage des efforts de production et plus encore de recherche.

C. Alphandery souligne que beaucoup d'Américains sont conscients du handicap redoutable que cet état de choses représente dans la course engagée avec le monde soviétique où, au contraire, recherche fondamentale, enseignement, production sont organisés sans souci excessif des besoins individuels. Mais ils hésitent devant une réforme radicale qui risquerait de briser « le ressort de la prospérité ».

Cependant, l'ampleur actuelle des crédits militaires et l'effort de coordination industrielle que leur utilisation implique sont peut-être en train déjà de transformer ce tableau. Ce point auquel il est fait brièvement allusion aurait, semble-t-il, mérité une analyse plus approfondie.

Il reste, et c'est l'aspect sociologique de l'étude d'Alphandery, à montrer comment l'insatiabilité du consommateur, moteur du système, est entretenue.

Le consommateur, qui tyrannise tout l'appareil de production, est tyrannisé à son tour par la mode, par la publicité,

par une pression sociale de tous les instants. Qu'il s'agisse de s'intégrer complètement aux habitudes de la catégorie sociale à laquelle on appartient, à chacune des étapes de sa carrière, ou de faire diversion à des tâches professionnelles monotones, le résultat est le même : l'Américain « s'aliène dans une poursuite éperdue de biens matériels ». Il vit « sans connaître le délassement et le sentiment de libération qu'il pourrait espérer de l'abondance ». Le psychanalyste, il est vrai, institution typiquement américaine, est là pour lui venir en aide.

Aux prises avec une société que l'auteur n'hésite pas à qualifier de « totalitaire », et qui place le juge au premier rang de la hiérarchie sociale (alors que le professeur est très loin en arrière, aux côtés du conducteur de locomotive), les Américains « se fatiguent, s'essouffent à passer leur vie à jouer au lieu d'être ».

Ces affirmations soulèveront sans doute de nombreuses discussions. Elles ont le mérite de poser le problème fondamental, qui vaut pour toute société industrielle, qu'elle soit américaine, russe ou européenne. Comment la rendre viable et vivable pour l'homme ? Que faire pour que chaque homme puisse enfin être lui-même, à la fois irremplaçable et solidaire ?

Jean AUBRY.

(1) *Questions d'actualité*. Calmann-Lévy.

Cercles France-Forum

JE voudrais citer en exemple ce mois-ci trois « cercles France-Forum » qui ont témoigné depuis leur récente création d'une très méritoire activité, ceux de Reims, de Saint-Flour et d'Aurillac.

A Reims, la première conférence-débat, dont nous publions le compte rendu ci-après, avait été préparée très soigneusement par l'envoi d'une lettre d'invitation précisant les questions essentielles qui seraient abordées par l'orateur (Pierre Dhers en l'occurrence), lettre à laquelle était jointe une présentation des objectifs de la revue que Pierre Lherbier devait rappeler au début de la réunion. Les auditeurs trouvèrent aussi dans la salle un dépliant exposant le rôle du « cercle France-Forum » et de la revue. Nos amis de Reims ont réalisé une propagande intelligente qui devrait à la longue porter ses fruits.

Nos amis du Cantal (Henri Debray, Roger Roland, Docteur Paul Dor, Marcel Soulier) ont pris l'initiative de fonder deux « cercles France-Forum », l'un à Saint-Flour qui a déjà tenu deux réunions, l'autre à Aurillac qui primitivement intitulé « Cercle d'Etude et de formation du Centre Démocratique » s'est transformé en « cercle France-Forum », afin de s'ouvrir davantage à la confrontation avec des militants non politiques et des militants aux engagements politiques différents. Je crois utile de souligner le fait que les activités « France-Forum » du Cantal ont démarré avec les moyens locaux, ce qui prouve bien qu'il n'est pas indispensable pour un « cercle France-Forum » d'obtenir le concours de conférenciers « parisiens ». Voici en effet le compte rendu que nous adresse Henri Debray : « La première réunion du cercle de Saint-Flour s'est tenue le 12 mars 1960. La réunion était présidée par le docteur Nolorgues qui, en présence de 17 personnes, expliqua le but du Cercle, son organisation et présenta la revue « France-Forum ». Le docteur Dor fit ensuite un tour d'horizon sur la situation politique actuelle et une étude des partis politiques. Il y eut une discussion sur l'organisation même du Cercle et sur les sujets de la prochaine réunion.

Celle-ci a été fixée vers le milieu mai avec comme thème : « La réforme scolaire ». Ce sujet sera présenté par M. René Roux, instituteur libre à Aurillac. Le mercredi 4 mai, nous faisons une réunion à Aurillac sur « le problème agricole », avec M. André Gard, directeur des services agricoles de la Chambre d'Agriculture du Cantal et secrétaire général du Comité d'Expansion Economique du Cantal ».

La création à travers la France de nombreux « Cercles France-Forum », qui prendraient des formes diverses adaptées aux contingences régionales et qui seraient en même temps que des moyens de diffusion de la revue, des centres de libre discussion et de loyale confrontation, refusant la polémique mais acceptant le débat, constituerait un effort de culture civique et de pédagogie politique qui participerait utilement à l'indispensable restauration des valeurs démocratiques et à la non moins indispensable recherche d'une forme de démocratie efficace, adaptée aux exigences de la société moderne, conciliant, suivant le mot de Jaurès, la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre. En servant, dans notre revue, dans nos cercles et groupes d'études, l'idée démocratique, c'est la cause de l'homme que nous servons car la démocratie doit cesser d'apparaître comme le visage ambigu de la démagogie et devenir la forme accomplie de l'humanisme.

Les esprits lucides s'interrogent actuellement avec inquiétude sur l'avenir de nos libertés, sur les conséquences de la prolongation de la guerre d'Algérie, sur ce qui se passera « après de Gaulle ». Mais si la sérénité et l'optimisme sont aujourd'hui interdits aux démocrates de ce pays, le désespoir et la passivité le sont aussi. Dans le modeste domaine qui est le nôtre — celui de la revue et des cercles — nous choisissons de témoigner par l'écrit et par la parole que la démocratie n'est pas partout « en vacances » et de favoriser par le dialogue une réflexion politique qui aidera peut-être à refaire un civisme français.

Henri BOURBON.

Conférence-Débat à Reims

«**L** Le cercle « France-Forum » organisait, le 30 mars, dans la salle de réunion du Chrystal, sa première conférence-débat avec la participation de M. Pierre Dhers, agrégé de l'Université, professeur d'histoire au lycée Condorcet, à Paris.

En présentant l'orateur, M. Pierre Lherbier, l'un des animateurs du Cercle, rappela en quelques mots que le cercle « France-Forum », comme la revue sous l'égide de laquelle il s'est constitué, s'est donné pour mission « de favoriser un effort indispensable de réflexion politique par la confrontation des opinions et le dialogue loyal ».

Le thème de cette première réunion était « Nationalisme, patriotisme, démocratie ».

M. Pierre Dhers s'efforça surtout de définir un vocabulaire afin de préciser les notions de nationalité, de patrie, d'Etat, notions fort différentes et trop souvent confondues.

La seconde partie de l'exposé de M. Dhers s'attachait à déceler les différentes attitudes devant cette personne morale et démontra en particulier l'opposition fondamentale qui existe entre le nationalisme et la démocratie.

Montrant par l'exemple d'événements récents quels dangers réels guettent les institutions démocratiques, le conférencier conclut ainsi : « Les démocrates ne pourront éviter le fanatisme et la démesure du nationalisme qu'à trois conditions : ne jamais oublier les impératifs du patriotisme ; rappeler sans cesse le rôle exact de la nation et de l'Etat qui sont faits pour aider l'homme, non pour l'écraser ; susciter par un effort permanent d'éducation un civisme sans lequel la démocratie mourrait faute de démocrates. »

Ce magistral exposé qui avait duré une heure quinze fut suivi d'un débat extrêmement animé d'une égale durée, auquel l'auditoire, où cotoyaient syndicalistes, médecins, avocats, étudiants, juristes, jeunes, membres des enseignements, etc., participa largement.

En clôturant cette discussion, M. Lherbier se félicita qu'elle eût été aussi vivante et sollicita de l'assistance des suggestions sur les sujets susceptibles de correspondre à la fois à la curiosité de l'opinion et à la nécessité de créer un courant de formation civique.

D'UN DÉSESPOIR EN FORME D'ESPÉRANCE

par Etienne BORNE

LA non-violence, comme méthode d'action, a fait récemment une entrée, calmement et silencieusement indiscrete dans la politique française. Il s'agissait de protester contre les mesures d'internement arbitraire dont sont victimes un certain nombre de suspects Nord-Africains et qu'on prive de leur liberté, non parce qu'ils sont coupables d'en avoir mal usé, mais parce qu'on les estime capables d'en faire éventuellement un usage criminel. Manifestations de clercs, intellectuels, prêtres, pasteurs qui n'admettent pas que l'injustice, avouée et affichée, soit érigée en maxime de gouvernement. Les non-violents, rassemblés devant le centre de tri de Vincennes, professaient quelques-unes de ces vérités éternelles que le césarisme de tous les pouvoirs a pris l'habitude d'ignorer ou de bafouer pour raison d'efficacité.

M. le Préfet de police, directement interpellé, a eu le mérite d'accepter le dialogue, d'abord en donnant à ses agents des consignes de non-violence, en faisant ensuite pacifiquement transporter les plus notables des manifestants sur la tombe d'un gardien de la paix assassiné récemment par des terroristes, en expliquant enfin à la première occasion que tel et tel des assassins des plus récents attentats avaient été les hôtes du centre de Vincennes, dont ils avaient été inconsiderément libérés.

Pour n'être ni platonicienne ni kantienne, la philosophie de M. le Préfet de police est fortement hérissée d'arguments défensifs et offensifs : comment un Etat peut-il faire face à la guerre subversive sans faire appel à la raison d'Etat ? Les grands ancêtres de 1793, fort honorés à gauche, n'ont-ils pas pratiqué la loi des suspects, mettant entre parenthèses les droits de l'homme pour sauver, très dialectiquement, la France des droits de l'homme ? Obliger des non-violents à se prononcer aussi contre la violence du F.L.N. c'est prêcher des convertis, aussi M. le Préfet de police n'entendait certainement pas donner à des intellectuels une leçon de logique élémentaire dont ils n'ont nul besoin, il se proposait, en philosophe qu'il est, de démontrer que la non-violence contraint ses adeptes à l'égale condamnation des uns et des autres, donc à une action politique vide et qui se réduit à un geste symbolique dont l'endroit s'appelle abstention et l'envers abstraction. M. Francis Jeanson et les siens, qui ont choisi de collaborer avec la violence du F.L.N. accablent les non-violents sous le poids des mêmes raisons, lourdement réalistes.

POSE ainsi, le problème est insoluble et fait s'affronter dans une antinomie sans issue l'intégrisme rigoureux d'une thèse moraliste et l'opportuniste politique faut-il dire d'une anti-thèse cynique ou d'une hypothèse pharisenne ? Désespoir contre désespoir : un idéalisme, du ciel où il s'établit généreusement, désespère de rejoindre la terre ; un réalisme désespère des valeurs mêmes de civilisation qu'il prétend défendre. Chacun se réfute lui-même en réfutant l'autre. Exacte photographie de l'embarras tragique dans lequel se trouve aujourd'hui la pensée humaniste et chrétienne aux prises avec l'opaque dureté de la politique.

LA conclusion serait méprisante qui renverrait dos à dos moralistes et machiavéliens, idéalistes et réalistes, kantien et hégélien. Même et surtout si pureté et efficacité ne pouvaient se rejoindre, soit par la fatalité d'une situation-limite, soit parce que le monde est mal fait, il faudrait, quoi qu'il en coûte, choisir entre tous les terrorismes et tous les contre-terrorismes les systèmes de non-violence et d'objection de conscience. Des deux désespoirs, l'un l'emporte sur l'autre de tout l'infini et de tout l'absolu de l'impératif catégorique.

CE n'est pas la morale qui a tort ; elle est immuable et éternelle comme le Dieu auquel, inévitablement, elle conduit. Mais si elle n'est que morale elle manque à la morale. « Tu dois, donc tu peux », disait le plus irréfutable des moralistes chrétiens. Parce que nous n'avons pas la politique de notre morale, les uns désespèrent de la politique et les autres de la morale. Et la politique s'enfonce dans sa nuit pleine de magies noires, de dieux cruels, de mythes absurdes. C'est la politique non la morale qui est à réinventer. Les bombes du terroriste, les tortures dont nous savons qu'elles reprennent une ampleur affreuse, bafouant l'autorité d'un Etat qu'on dit abusivement restauré, toutes ces violences sont d'abord moralement haïssables, mais elles dénoncent aussi l'affreuse pauvreté de l'imagination politique dans l'un et l'autre camp. Le « politique d'abord » de la violence tue la morale et dégrade la politique. La non-violence, moralement pure, reste politiquement indéterminée. La victoire sur les désespoirs entrecroisés sera politique ou ne sera pas. Mais le désespoir des violents est le désespoir. Le désespoir des non-violents est en forme d'espérance.